l'unité

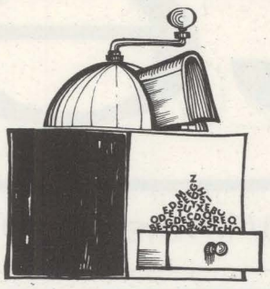
N° 38 - 2F50 Hebdomadaire socialiste 10/16 novembre 1972



A QUOI SERVENT LES CADRES ?

Col. Fondation Jaurès

Au risque de vous plaire



Livres

POESIE

*** Pierre Unik : Chant d'exil.**
Une biographie de G. Sadoul et un poème-préface de Paul Eluard disent fort bien la place de cet homme disparu à jamais dans la chaîne des Carpathes en s'évadant d'un stalag nazi.

*** André Benedetto : Urgent crier (éd. P.J. Oswald).**
La première révolte d'un homme qui finit par choisir le théâtre politique.

*** Jean Pérol : Maintenant les soleils (Gallimard).**
Un « journal-poèmes ». Des textes religieusement datés comme dans un cahier d'écolier. Une présence féminine superbe et envahissante gonfle le torrent des mots.

ROMANS

*** Michel Berthet : Les Smocks (Pauvert).**
Les rêves et les cauchemars d'une petite fille nommée Tatine. Comment elle étouffe entre une mère qui rouspète et un père laid, sale et puant. Comment elle découvre et comprend le monde des adultes.

*** Dino Buzzati : Les nuits difficiles (Robert Laffont).**
En fait, 26 nouvelles inédites, très brèves. Très incisives aussi. Un clair-obscur de la réalité où la civilisation se fait obstacle à l'imagination. Le paradis des « pauvres apparences ».

ETUDES

*** Clément Borgal : Beaumarchais (Editions universitaires, coll. Classiques du XXe siècle).**
L'œuvre de Beaumarchais a eu sur l'Histoire de son temps des répercussions indiscutables qui, même non voulues, méritent d'être regardées de plus près. Car ce simple « Mariage de Figaro » n'est pas dépourvu d'allusions politico-sociales.

*** Adrien Jans : Michel de Ghelderode (Hachette-Littérature).**
Un enfant solitaire s'est un jour réfugié dans une baraque poétique : ainsi naquit à l'inquiétude et au génie un grand précurseur du théâtre contemporain.

ENFANTS

*** La Ferme des barbus (Sénevé-Jeunesse).**
*** La grosse bête de Monsieur Racine (L'Ecole des loisirs).**
Deux livres pour les très jeunes (début de scolarisation).

*** Oiseaux du monde (Casterman).**
Un texte simple. Des illustrations rigoureuses.

*** Bernard Clavel : La maison du canard bleu (Casterman).**
Une histoire en pleine nature à faire rêver les enfants des citadins. Une bouffée d'air pur sans niaiserie ni affectation.

HISTOIRE :

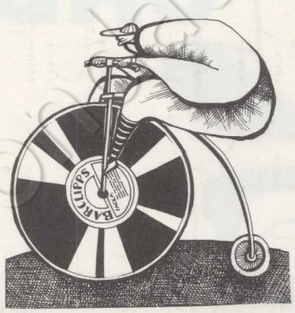
*** Sade : Français, encore un effort (Pauvert, coll. Libertés nouvelles).**
Ce livre est important parce que Sade s'y situe historiquement et confirme ainsi le « citoyen actif » qu'il a été, lors de la Révolution française, notamment pendant la Convention. La conclusion est quasi prophétique : « Que les autres peuples vous voient heureux, et ils courront au bonheur par la même route que vous leur aurez tracée ».

*** Max Gallo : La Mafia (Seghers).**
De la Sicile du XIXe siècle à New York 1972, l'histoire et la signification d'un Empire occulte.

*** Georges Bataille : Le procès de Gilles de Rais (Pauvert).**
L'écrivain nommé Bataille ne se laisse pas aller à la littérature (= déformations ou dérobades), il serre de près son sujet dans toute sa noirceur, dans sa monstruosité. La conclusion s'impose vite : ce n'est pas un individu, mais l'organisation d'une société qui est en cause.

POLITIQUE

*** Alexis Tocqueville : La démocratie en Amérique (Seghers, coll. de poche Pour la politique).**
Précédé d'une lumineuse explication de Laurent Lucchini, un des textes-phares de la science politique, qui n'a rien perdu de sa portée universelle.



Disques

CLASSIQUE

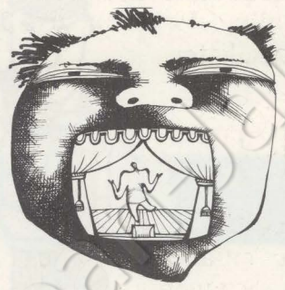
*** Mozart : Musique sacrée, par le London Symphony Orchestra, sous la direction de Colin Davis (Philips 6707 016).**
Les huit œuvres sacrées les plus importantes de Mozart — dont le Requiem, trois messes et le Kyrie. Certes, le compositeur s'exprime de manière plus personnelle ailleurs, notamment dans ses concertos pour piano. Mais ses morceaux de « sacrée », tout en étant des commandes pour la Cour de l'archevêque de Salzbourg, sont pour lui un réel engagement : ne se voulait-il pas un « catholique éclairé » ? Qu'on passe sur une certaine solennité et l'on reconnaîtra des travaux dignes des dernières symphonies. Il n'y a, en fait, aucun caractère « liturgique » dans ces partitions.

POP MUSIC

*** David Mac Neil (Saravah 10036).**
Pour une fois qu'un chanteur écrit et chante en français du bon folk song ! Ne boudez pas ce copain de Pierre Barouh. Un label de qualité.

VARIETES

*** Areski et Brigitte Fontaine : « Je ne connais pas cet homme » (Saravah 100 41).**
Ils disent le plus naïvement du monde les pires horreurs, les horreurs de notre univers, bien sûr. Pour dénoncer, ils ont choisi la dérision. Leur ton faussement enfantin retourne le couteau dans de nombreuses plaies. En d'autres temps, on aurait appelé cela poésie.



Théâtre

PARIS :

*** Théâtre Daniel-Sorano (64, rue du Rocher, Paris 8e) : « Les Lettres de la Religieuse portugaise », mise en scène de José Valverde (à 18 h 30).**
D'abord un époustouflant « one woman show » de Micheline Uzan, tout en sobriété et en retenue. Ensuite la redécouverte de ces superbes textes d'amour. Deux raisons pour suivre la recommandation préférée du poète : « Cours-y vite ! ».

*** Théâtre des Deux-Portes (46, rue Louis-Lumière, Paris 18e) : « L'Avare and Co » par le Théâtre de l'Unité.**
Une « lecture » politique de « l'Avare » de Molière : le XVIIe siècle et l'argent. Aux sources du capitalisme.

*** Palais de Chaillot (salle Gémier) : « Dans la jungle des villes » de Brecht, par le Théâtre de l'Espérance (Compagnie Vincent-Jourdheuil).**
Cette pièce du jeune Brecht n'a pas la maturité des suivantes. Elle montre un auteur dramatique hésitant, idéaliste, voire absurdiste ; son théâtre tâtonne, se cherche. C'est une bonne chose de revenir à ces premiers pas mal assurés.

ENFANTS

*** Théâtre du Val-de-Gally (Maison de la Culture des Yvelines, en préfiguration) : « Le Rossignol et l'oiseau mécanique », par le Théâtre des Jeunes années, de Maurice Jendt.**
Une nouvelle version de cette pièce jouée par une troupe lyonnaise à qui, il y a des années déjà, Marcel Maréchal a apporté soutien et locaux au Théâtre du VIIIe.

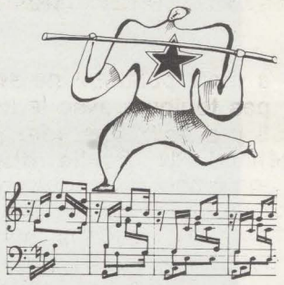
*** Théâtre Berthelot (28 bis, rue Saint-Dominique, Paris) : Suite classique.**
L'Animation Culturelle Théâtrale dans ses séries « scolaires » : « Le médecin malgré lui », au premier trimestre ; « Les Femmes savantes », « Le Cid », et « Le Barbier de Séville », au second ; « Les Fourberies de Scapin », au troisième.



Cinéma

*** Kenneth Loach : La vie de famille.**
A petits cris étranglés, le récit d'une maladie mentale et la dénonciation rigoureuse de ce qui l'a engendrée.

*** Michel Soutter : Les arpenteurs.**
Après « La salamandre » de Tanner, une nouvelle percée du cinéma suisse. Délicieusement sensible, illogique et cocasse — le film doit beaucoup au « cabaret » moderne, notamment dans les dialogues ou dans le gag du violoncelliste — l'œuvre de Soutter fait « arpenter » à ses personnages une histoire de rien du tout, mais riche de « rencontres ». C'est un film sinon spécifiquement helvétique, du moins « non parisien », provincial au meilleur sens du terme : parce que là seulement existe la vraie disponibilité du cœur, là sont possibles des rapports immédiats — amitié ou amour — que Soutter suit à travers leurs tâtonnements, en prenant tout son temps.



Concerts

*** Théâtre des Champs-Elysées : Josef Krips vient diriger l'orchestre de Paris (les 15 et 18 novembre, à 20 h 30).**
Au programme : Mozart. A cette occasion sortent en France les premiers enregistrements de Krips (Philips 6500 429 et 6500 430).

MUSIC-HALL

*** Théâtre de la Ville : Herbert Pagani (à 18 h 30).**
Un jeune Italien chante en français l'Italie, son peuple et la mort de Venise.

Sommaire

3

Majorité : Sécession pour la succession

4

Du nouveau sur Charonne

5

Editorial : Continuez, Messieurs !

6

Réfugiés politiques : Des Basques contre des Mirage

Un préfet à poigne

8

Débat : Les prêtres et l'enseignement

10

A contre-pied

12

Chili : Des généraux pas comme les autres

Italie : Le choix des socialistes

14

Société : Le Salon des enfants de troupe

Avortement : Faire le procès de la loi, par Colette Audry

16

Télévision : La parole est d'or

Télé-sélection

17

Le livre de la semaine : « Les artistes font des yeux neufs »

18

Sculpture : Zadkine, l'homme qui crie

19

Cinéma : Un déjeuner de soleil

Delon en large et en travers

20

Document : A quoi servent les cadres ?

Le socialisme et les cadres

23

Mots croisés

24

Ma part de vérité, par François Mitterrand

PHOTOS ET DESSINS

Jean-Pierre Coureuil (pages 2, 20) Gamma (page 6) André Perlstein (pages 15, 18) Sabadel (pages 1, 7, 16, 23) Teich (page 10) U.p.i. (page 12) Vasco (pages 4, 7, 13, 17, 18, 21).

Majorité

Sécession pour la succession

La mort politique ne se confond pas toujours avec la mort civile. Il y a deux ans, jour pour jour, le général de Gaulle disparaissait. Mais son ombre a couvert encore pour un temps la vie de la majorité. Aujourd'hui, les héritiers s'entredéchirent, opèrent de subtils reclassements, désossent l'héritage. Mais l'entité « gaullisme », elle, est bien morte.

Georges Pompidou défend, conférence de presse après conférence de presse, une conception gaullienne des institutions, Valéry Giscard d'Estaing se cramponne au mythe de la défense du franc comme aux meilleurs temps du plan de stabilisation, Michel Debré pratique avec son rigorisme fait d'apparences le nationalisme jacobin, Edgar Faure joue la carte de la participation. Quant à Pierre Messmer, il navigue au jour le jour, maintient sa barque, mais en bon employé laisse le gouvernail aux conseillers de Pompidou.

Derrière ce partage de l'héritage gaullien, derrière ce reclassement, se cache surtout la volonté d'être prêt et disponible pour le lendeamin des élections. D'habitude, l'homme politique souhaite posséder un parti fort et structuré. Aujourd'hui, l'ambition d'un Giscard d'Estaing ou d'un Edgar Faure est autre : se mettre par avance en position de groupe-charnière dans la perspective de la nouvelle Chambre des députés.

Edgar Faure, qui connaît de A jusqu'à Z les ficelles de la vie politique, a fait une brillante défense et illustration de cette stratégie à Beaune, le week-end dernier. Devant les députés fauristes et de bien curieux auditeurs dont Simakis, secrétaire général de la C.f.t., le syndicat indépendant de choc, il a proposé « la concertation » aussi bien aux socialistes qu'aux centristes de tous les ralliements, passés et à venir. Et, dans sa boulimie, il affirma même que les frontières politiques ne sont qu'« en filigrane ». Belle leçon, pour Giscard d'Estaing, d'opportunisme politique tous azimuts.

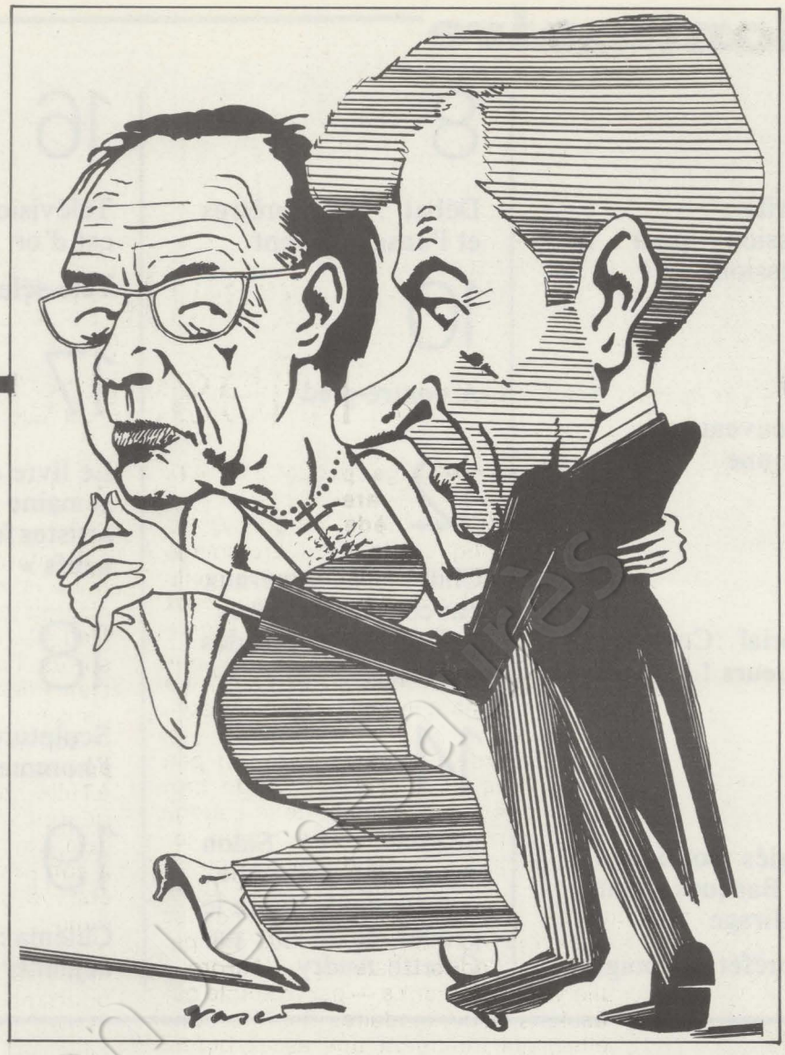
Il est intéressant de constater que l'un et l'autre entraînent derrière eux un nombre presqu'identique de députés : 61 députés Républicains indépendants siègent à l'Assemblée et 60 députés fauristes ont passé leur week-end à Beaune. L'un et l'autre croient à leur étoile. L'un et l'autre espèrent Matignon pour 1973. L'un et l'autre se voient déjà candidats à l'Elysée en 1976. Il y en a bien un des deux qui se trompe. Mais du moins sont-ils réconfortés par la compréhension qu'ils trouvent au C.n.p.f., chaque jour plus froid à l'égard de l'U.d.r., et chez les réformateurs, qui cèdent de plus en plus à leur penchant naturel et réclament par avance leur part du gâteau.

La droite se reclasse

En attendant des jours meilleurs, le jour où la nouvelle droite règnera, le duo réformateur devient trio avec l'arrivée de Jean-Marcel Jeanneney, lui aussi dépositaire d'une part de l'héritage gaulliste. Un renfort pour le moins étonnant.

→

Sécession pour la succession



Qu'on se souvienne d'avril 1969. Au lendemain du référendum dont l'échec provoque la chute du général de Gaulle, Jean-Jacques Servan-Schreiber s'exclame dans « l'Express » : « Pour la première fois dans la vie d'un homme de ma génération, on peut être fier de son pays. » Principal responsable et rédacteur du texte référendaire : Jeanneney ! Celui-ci n'en est pas à son coup d'essai. Ministre des Affaires sociales au sein du gouvernement Pompidou, il se distingue par les ordonnances sur la Sécurité sociale, avec un mépris total du Parlement. Pour mener à bien une carrière politique, une bonne capacité d'oubli est parfois nécessaire. Même quand il s'agit de gommer « l'assassinat du père ». Le ralliement de Jeanneney, pour spectaculaire qu'il soit, n'est guère significatif : quelles troupes peut-il bien entraîner ?

Le partage de l'idéologie et de l'héritage gaullistes, puis sa liquidation actuelle, s'inscrivent dans une perspective plus vaste : le reclassement de la droite française. Le résultat des élections, s'il est favorable à la droite, en définira l'axe de gravité, plus ou moins centriste. D'ici-là Pompidou observe, manœuvre discrètement, mais surtout attend. Ce pragmatique sait qu'à défaut d'idéologie commune, les courants de la majorité sont unis par un lien tenace : l'exercice du pouvoir.

Quant à l'U.d.r., elle patauge, faute de savoir quel est son ennemi : les réformateurs, Giscard d'Estaing ou le programme commun. Mais elle sent confusément que son leadership au sein de la majorité appartient plus au passé qu'à l'avenir. « La Nation » de mardi titrait ainsi son éditorial : « Ne pas disperser la majorité des majorités. » Un vœu pieux.

Un seul homme n'est pas venu compliquer encore ces grandes manœuvres et gêner l'U.d.r. : Philippe de Gaulle, qui a rassuré tout le monde en affirmant dimanche : « Je ne suis pas un personnage politique. » Paradoxalement, ce de Gaulle-là est le seul héritier à ne pas revendiquer sa part.

ANTOINE VIOLET

Du nouveau sur Charonne

Intéressant spectacle à la 17e chambre correctionnelle de Paris, lundi dernier. Menu du procès : le commandant Elie Bisserbes assignait en diffamation le journaliste Jacques Derogy, pour un article paru dans « l'Express » le 10 janvier, où il écrivait : « Le 8 février 1962, il (le commandant Bisserbes) commandait la section de la 3e compagnie qui chargea — après sa dispersion — un cortège de manifestants anti-O.a.s. dans la bouche du métro Charonne : 9 morts, dont 3 femmes et un garçon de 15 ans... »

La loi d'amnistie de 1966 vient toujours compliquer ce genre d'affaire. Pour Derogy et son avocat, Me Robert Badinter, il ne s'agissait pas d'établir le rôle et l'action personnels du commandant Bisserbes le soir de Charonne, mais seulement son affectation administrative au moment de la tragédie.

Depuis lundi, avec l'audition des témoins, on connaît enfin le nom des policiers qui dirigeaient, ce soir-là, les forces de police. Elles étaient placées sous l'autorité du commissaire principal André Yser, aujourd'hui décédé. Sur place, le commandant Defrance, assisté de l'officier de paix principal Armand Jules. Soit trois « sections » commandées par les officiers de paix Ravinet, Courtois et Bisserbes.

François Rouve, ancien secrétaire général de la Fédération syndicale des personnels de la préfecture de police, est venu témoigner : « Je sais que les forces du 3e district étaient engagées à Charonne. Or, il est de notoriété publique, à la préfecture, que Bisserbes, à ce moment-là, en commandait une section. Je ne comprends pas que cela puisse être discuté». Et il ajoutait : « Les trois sections comportaient 72 hommes, il est certain qu'elles ont toutes chargé ».

Gérard Monate, l'actuel secrétaire général de la Fédération, est lui aussi venu à la barre et il y remarquait : « L'affaire de Charonne a alourdi davantage encore qu'il ne l'était le climat intérieur de la police. Actuellement, il est des policiers qui disent que tant qu'il n'y aura pas trois ou quatre Charonne par an, on ne sera jamais tranquille ».

Bisserbes a fait, lui aussi, citer ses témoins. L'un d'eux a déclaré tranquillement : « A Charonne, personne n'a jamais chargé dans la bouche du métro... Ceux qui y ont été s'y sont réfugiés d'eux-mêmes alors qu'ils s'enfuyaient. »

Ce procès n'est pas terminé. Mais il a déjà permis d'apprendre un peu mieux comment sont mortes 9 personnes. Il est vraiment dommage que des policiers ne portent pas plus souvent plainte en diffamation contre des journalistes. Le résultat est toujours instructif.

N. B.

Continuez, Messieurs!

Un récent sondage publié par « le Figaro » a fait apparaître que le Parti socialiste possède, de toutes les formations politiques, la meilleure image dans l'opinion. Est-ce la raison pour laquelle il est devenu la cible commune de tous ceux qui s'accrochent à la majorité finissante d'aujourd'hui ou aspirent à devenir les maîtres d'œuvre de celle de demain ? Le concert est touchant même si les notes sont discordantes.

Il y a d'abord le vieux registre, un peu usé, mais dont on essaie encore de tirer quelques sons : dans l'union de la gauche scellée autour du programme commun, les socialistes sont les jouets du Parti communiste, la fameuse « volaille à plumer ». C'est l'argument servi chaque dimanche par les stratèges de l'U.d.r. et une ou deux fois par semaine par l'éditorialiste de « l'Aurore ». Régulièrement démentis — par exemple par les résultats hebdomadaires des élections partielles, qui indiquent une assez bonne santé pour la gauche en général et le Parti socialiste en particulier, ou encore par la « cote d'avenir » de son Premier secrétaire qui, de mois en mois reste, de loin, la plus élevée de tous les leaders de l'opposition — les champions de cette thèse espèrent, bien entendu, réveiller de vieilles querelles désormais surmontées. Ils montrent tout simplement qu'ils n'ont pas compris ce qui s'est passé depuis un an, que le Parti socialiste a mûrement — et démocratiquement — réfléchi à la décision qu'il a prise et que l'alliance conclue le 27 juin dernier a réuni des partenaires dont aucun n'est et n'entend être dominé par l'autre.

D'autres ont recours à la pédale douce. Faisant semblant de croire que le choix socialiste n'est que simple tactique électorale, ils lui expriment leur sollicitude et l'invitent déjà à s'asseoir à la table de la « concertation » avec la majorité élargie qu'ils espèrent voir sortir des urnes de mars prochain. Les acrobaties politiques d'Edgar Faure sont trop anciennes pour qu'on les prenne au sérieux, si tant est qu'il y croie lui-même.

Plus grossière est la partition que s'est réservée Jean-Jacques Servan-Schreiber, lequel ne se suffit plus des colonnes de « l'Express » et se répand dans celles du « Monde » ou sur les antennes d' « Europe 1 » (où, notons-le en passant, on a « oublié » depuis quelque temps d'inviter un représentant du Parti socialiste et où l'on n'a jamais donné la parole à un membre de la gauche radicale).

Prenant comme d'habitude ses désirs pour la réalité, le co-leader des pseudo-réformateurs voit déjà les parlementaires socialistes rejoindre son mouvement en rangs serrés. Parce que Max Lejeune, dont l'ancien « lieutenant en Algérie » fait assez curieusement — mais il n'est pas à cela près ! — son nouveau héros, a refusé de souscrire au programme commun, parce qu'il existe à Tulle une situation de dissidence bien antérieure à la création du nouveau Parti socialiste, parce que tel député, qui n'en est pas à son premier éclat, exprime tout haut ses états d'âme, Servan-Schreiber fait écrire dans son journal qu'une grande hémorragie se prépare. Couvrant de sarcasmes François Mitterrand auquel il affirmait pourtant il y a quelques mois, et devant quinze témoins, que rien ne le choquait dans le programme du Parti socialiste, Servan-Schreiber cache mal son dépit d'être devenu un pion à peu près inutile sur l'échiquier politique français. C'est son affaire. Il sera bien temps pour lui de comprendre l'erreur qu'il a commise en tentant d'entraîner le Parti radical dans une voie contraire à toute son histoire.

De ces attaques conjuguées nous tirons au moins une conclusion : la crainte commune de tous ces hommes est bien de voir le Parti socialiste devenir la force déterminante au sein de la gauche. C'est effectivement ce qui peut le plus mettre en péril leurs subtiles stratégies. Celle du Parti socialiste a le mérite de la clarté et c'est sans doute ce qui lui vaut d'être bien comprise de l'opinion publique, en dépit du déséquilibre flagrant dans l'accès aux grands moyens d'information.

La cacophonie des autres est parfois agaçante. Mais, devant les résultats, on est presque tenté de dire : Continuez, messieurs, vous nous servez plutôt !

La victoire de Richard Nixon n'appelle pas de longs commentaires tant elle était attendue. Après comme avant, la même question se pose. Pour s'assurer quatre années supplémentaires à la Maison Blanche, Nixon avait besoin que les Américains croient qu'il était l'homme de la paix en Indochine. Il y a réussi. Mais, chaque jour, des Vietnamiens meurent. Pour combien de temps encore ?

CLAUDE ESTIER

Des Basques contre des Mirage

Il y a des ministres de l'Intérieur qui ne vivent que dans l'angoisse du « vaste complot international ». Raymond Marcellin est de ceux-là. Les gauchistes cessant pour un temps d'alimenter son univers policier fait de certitudes épaisses, il a trouvé en Pays basque nouvelle matière à réprimer.

Le regard fixé sur la ligne brune des Pyrénées, le ministre de l'Intérieur veille. Et les grandes manœuvres de sa police vont bon train : le mois dernier, 500 nouveaux gendarmes mobiles ont pris au Pays basque leurs cantonnements. Reste aux antifascistes espagnols à en payer le prix. Le réfugié politique, voilà le nouvel ennemi.

Depuis le procès de Burgos, la place Beauvau et la préfecture jouent avec subtilité et insistance de tous les avantages de la loi, du marécage des arrêtés administratifs pour assigner à résidence, éloigner, expulser, traîner en justice, condamner le moindre Basque espagnol, membre ou non de l'organisation E.t.a., qui espérait échapper en France à la police franquiste. Au besoin, on ressort des arrêtés de 1948. Pour expulser, par exemple, Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti communiste espagnol, en août 1971. En 1972, on a signifié à plus de 26 Basques espagnols, par simple arrêté administratif et sans le moindre procès, l'interdiction de résider « dans les 12 départements du sud de la France ». Le mouvement s'accélère : de 1964 à 1971, ils n'avaient été que 21.

Le jeu de Marcellin

Que peut signifier pour un Basque espagnol de vivre à Lille, Bar-le-Duc ou Soissons ? Quand il ne parle pas français. Quand il n'a presque rien pour vivre. Quand il a choisi l'exil, la police fasciste à ses trousses. Quand sa famille reste en Espagne, généralement en prison. Quand il en est réduit aux travaux de manœuvre. Quand il doit se présenter au minimum une fois par semaine au commissariat de son nouveau domicile.

Juan José Echave, un des trois « fondateurs historiques » de l'E.t.a., a raconté, dans une lettre ouverte au préfet des Pyrénées-Atlantiques, les procédés de la police : « A 7 heures du soir, j'ai été libéré de la prison de Mont-de-Marsan. Mais, à la porte, deux gendarmes m'attendaient qui, malgré mes protestations, comme un criminel, sans autres affaires que celles que je portais, en sandales — alors qu'il pleuvait — et sans argent, m'amenèrent à Paris, et de Paris à Vesoul. De Vesoul, j'ai été amené à Port-sur-Saône et, de là, à deux kilomètres, dans une usine... où sans même me donner à manger, je fus conduit dans un baraquement pour y habiter : il n'y avait ni meubles ni draps et on m'a donné seulement deux couvertures sales et un oreiller. On m'a ordonné de commencer à travailler le lundi dans cette entreprise, sans respect pour mon libre choix et ma profession antérieure ».



Raymond Marcellin et Michel Debré.

Ce témoignage date de novembre 1969. La recette est toujours la même et l'engrenage prévisible. Malgré son assignation à résidence, le Basque retourne dans le sud de la France, où il trouvera une entraide et des Basques comme lui. La police l'arrête. Et il est alors condamné pour non respect d'assignation à résidence.

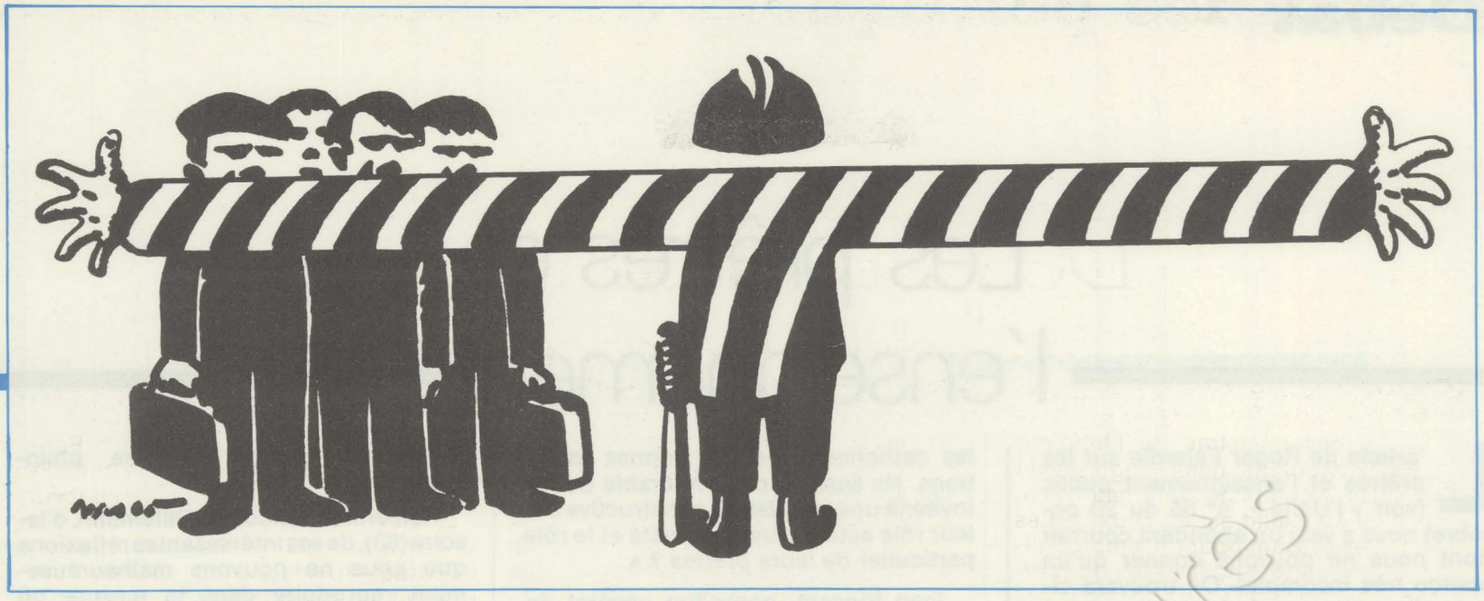
Ce scénario se répétant avec insistance, les Basques espagnols écœurés faisant grève de la faim sur grève de la faim, les Basques français commencent à s'exaspérer et ne comprennent plus du tout le jeu que pratique le ministre de l'Intérieur. D'autant qu'il se passe chez eux des faits troublants : le 27 mars dernier, un Basque espagnol, Guastelumendi, est arrêté par la police française alors que, de nuit, il fait franchir la frontière à un militant basque, Garalbe. Le tribunal de Bayonne le condamne à un mois de prison avec sursis. Puis la préfecture l'assigne à résidence à Angoulême. Mais le plus grave n'est pas là. Le jour même où la police française l'arrête, sa femme et son frère sont, eux aussi, arrêtés. Mais en Espagne, et jetés en prison à Pampelune. Qui a prévenu la police franquiste ?

Un sous-préfet à poigne

Pendant un temps, la politique « basque » du ministre de l'Intérieur se heurta à la solidarité des Basques. Les réfugiés espagnols trouvaient trop d'aide chez les maires, chez les curés et même chez les policiers locaux, leurs compatriotes. Un nouveau sous-préfet a changé cet état de fait : Raymond Heim.

Ce conseiller technique — chargé des relations publiques — au cabinet de Raymond Marcellin est nommé en 1970 sous-préfet de Bayonne. C'est, avant tout, un policier. De 1948 à 1950, il est chef du service départemental des R.g. du Morbihan. Le jeune député de ce département s'appelle alors Raymond Marcellin. Il poursuit ensuite sa carrière aux Renseignements généraux et à la police jusqu'en 1968, où le nouveau ministre de l'Intérieur l'appelle à ses côtés.

Raymond Heim est aussi homme « de culture » : il est, de 1968 à 1970, membre de la Commission de censure cinématographique et membre du Comité des programmes de l'O.r.t.f. Sa notice biographique porte cette mention : « médaille des évadés ». Sans ironie.



Les échanges de renseignements entre la police de Franco et la police française semblent bien fonctionner. Le 30 août, le tribunal de Bayonne condamne un Basque espagnol, Eustakio Mendizabal, à un mois de prison. Dans la salle, des officiers des Renseignements généraux et au moins un policier espagnol. Intercepté à la sortie du prétoire, on trouve sur ce dernier une carte d'identité de la police espagnole, portant le n° 0190630 et la mention 3-A P-N, et répond au nom d'Alonso Estrada Angel Damaso. Cette présence d'un policier espagnol est pour le moins curieuse.

La Guardia était là

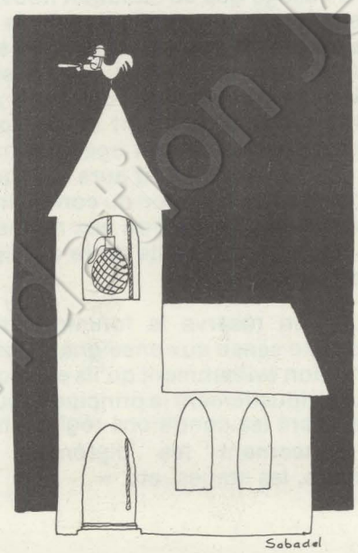
Le 20 septembre, trois Basques espagnols membres de l'E.t.a., Joseph Araitua, Juan Ander Larreatugui et José-Luis Aranguren, tentent de passer en France, pourchassés par la police franquiste. Entre Urdax et Aïnoha, la frontière est matérialisée par une petite rivière. Avant de l'avoir traversée, une patrouille de guardias civiles les surprend. Et tire, comme à son habitude, sans sommation. Aranguren, qui a 21 ans, s'écroule mort. Ses deux compagnons passent enfin la rivière. Et tombent de nouveau, en France, sur une vingtaine de gardes civils mitraillette au poing. Ils se réfugient sous les fourrés et attendent la nuit pour se présenter à la police. Française cette fois.

Le même jour, à 300 mètres de la frontière, en territoire français, trois réfugiés politiques espagnols voient leur R 8 arrêtée par deux gardes civils espagnols. Ils ne doivent leur salut qu'au fait que l'un d'eux, qui parle notre langue, réussit à faire croire qu'ils sont français. Le temps, du moins, de courir se réfugier dans la montagne. Depuis quand la surveillance de nos frontières est-elle confiée à la police espagnole ?

Le bouquet final de cette politique basque date du 8 octobre 1972. Le Journal officiel publie à cette date un arrêté interdisant l'E.t.a. Arrêté imbécile et superflu, puisque l'E.t.a. n'a jamais existé légalement en France et n'y a jamais eu pignon sur rue. Mais la logique de la répression ignore ces faits. L'arrêté ajoute : « Les dirigeants de l'association dissoute devront procéder à la liquidation des biens de celle-ci dans un délai d'un mois » !

Marcellin aura bien du mal à persuader qui que ce soit que les Basques espagnols sont un danger pour la sûreté de l'Etat français. A moins que lutter contre le fascisme en Espagne soit aussi lutter contre la Ve République ? L'occupation de la cathédrale de Bayonne, la grève de la faim de 47 Basques espagnols la semaine dernière, l'intervention de la police dans l'église à coups de grenades lacrymogènes et les pratiques quotidiennes des C.r.s., tout cela a fait monter la tension au Pays basque français, ravivé les revendications autonomistes et refait « l'union sacrée » des organisations basques de ce côté de la frontière, des chrétiens aux marxistes.

Il n'est même pas sûr que la politique de Marcellin fasse l'unanimité chez les gaullistes. Un proche de l'Elysée nous disait la semaine dernière : « Le ministère de l'Intérieur fait deux erreurs. Il accorde trop de crédit aux renseignements de la police espagnole, qui pratique avec talent la provocation ; il prend les membres de l'E.t.a. pour des gauchistes et oublie le fort sentiment de solidarité basque. Il risque gros, très gros dans ce jeu. »



Un télégramme des grévistes de la faim

A la suite de la question posée par François Mitterrand à l'Assemblée nationale sur l'expulsion des réfugiés basques, le Premier secrétaire du Parti socialiste a reçu le télégramme suivant :

« Grévistes de la faim Pays basque réconfortés par intervention parlementaire en faveur camarades basques expulsés Pays vous adressent fraternels remerciements. Combattants contre Etat franquiste et combattants contre Etat U.d.r. sont frères de lutte pour socialisme. Des grévistes de la faim cathédrale Bayonne. »

Et Malraux ?

Peut-être. Mais les faits parlent. A tous les niveaux, la politique de collaboration entre le franquisme et les gaullistes se porte bien. Georges Pompidou pèse de tout son poids pour faire entrer dans le Marché commun un pays fasciste. On organise des manœuvres militaires ensemble et Marcellin rend visite à son homologue à Madrid. On vend 30 Mirage III et 20 chars AMX 30. Alors, il faut bien rendre de petits services. Et, à Bayonne, le sentiment général des Basques français se résume dans cette formule : « Des Basques contre des Mirage ». Quant à André Malraux, depuis longtemps les antifranquistes espagnols, basques ou non, ont compris où s'arrêtait son antifascisme : aux intérêts du clan gaulliste. Maurice Schumann, ministre des Affaires étrangères, et il y a longtemps porte-parole de la France Libre, déclara un jour : « L'Espagne peut compter sur la France ». Il ne pouvait mieux dire.

NICOLAS BRIMO

Fondation Jean Jaurès

Les prêtres et l'enseignement

L'article de Roger Fajardie sur les prêtres et l'enseignement public (voir « l'Unité », n° 35 du 20 octobre) nous a valu un abondant courrier dont nous ne pouvons donner qu'un aperçu très incomplet. On trouvera ci-dessous quelques extraits des lettres les plus significatives et les nouvelles réflexions qu'elles ont inspirées à l'auteur de l'article. Bien entendu, le débat reste ouvert.

Marguerite Stienne, à Torcy (77), est hostile à toute idée d'intégration des prêtres dans l'enseignement public :

« Vous pensez à certains électeurs catholiques qui refuseraient de voter à gauche si on interdisait l'entrée des prêtres catholiques dans l'enseignement public, en cas de nationalisation. Mais avez-vous pensé aux électeurs non-catholiques (il y en a, il ne faut pas l'ignorer) qui refuseraient d'accepter que leurs enfants, élevés, sans religion ou dans une autre religion, soient confiés à des prêtres catholiques, et, en conséquence, pourraient s'abstenir de voter ? — abstention motivée !

Une remarque : Pourquoi donc l'Eglise catholique est-elle la seule à demander son immixtion dans l'enseignement public ? — les pasteurs, les rabbins, etc. ne demandent rien ! »

Une libération

De même, Guy Peyrou, de Longjumeau (91) :

« Dans le cas présent, je ne vois pas en quoi l'exclusion des prêtres d'un enseignement entièrement nationalisé porterait atteinte à leur liberté ; je la conçois plutôt comme une libération. Les prêtres s'étant engagés à consacrer leur vie à faire connaître Dieu en tout temps et en tout lieu, ce choix :

— s'accommode mal du « contrat de laïcité » ou de « la mise en sommeil de l'esprit de prosélytisme » ;

— ne s'accorde pas du tout avec une organisation de l'Education nationale qui fait de l'enseignement privé le collaborateur du Pouvoir en place, capitaliste aujourd'hui, socialiste demain, si elle était maintenue sous la même forme.

Ce n'est pas en proposant la pommade d'un « contrat de laïcité » ou une autre à inventer que le P.s. convaincra les catholiques de ses bonnes intentions. Ne serait-il pas préférable de les inviter à une méditation constructive sur leur rôle actuel dans la société et le rôle particulier de leurs prêtres ? »

Jean Vincent, conseiller général du Jura, cherche une issue honorable à un problème délicat :

« 1) Qu'on règle le cas difficile des enseignants ecclésiastiques par la formule du contrat individuel nominatif — contrat de deux ans, renouvelable par tacite reconduction. Ainsi l'intéressé pourra reprendre sa liberté très facilement soit à sa propre initiative, s'il considère à l'usage que sa situation nouvelle est incompatible avec l'idée qu'il se fait de sa mission de prêtre ou de religieux, soit à la demande de son évêque si ce dernier décide de mettre un terme aux fonctions d'enseignement de ce collaborateur pour lui confier une autre mission. De son côté, l'Etat aura la faculté de proposer la résiliation du contrat individuel en cas d'infraction aux règles de la neutralité ou de toute autre difficulté grave dûment établie.

2) Qu'on réserve la fonctionnarisation stricto sensu aux enseignants laïcs, à condition évidemment qu'ils en acceptent individuellement le principe et qu'ils remplissent les conditions réglementaires concernant les diplômes, les concours, les stages, etc. »

Liberté et laïcité

Quant à Mme M.B., de Lille, qui approuve Roger Fajardie, elle attend une réponse à deux grandes questions :

— La liberté de travail est-elle reconnue à tout homme ? fait-elle partie pour nous des libertés fondamentales ? L'évolution de l'Eglise conduira de plus en plus les prêtres à travailler, et des hommes mariés à se faire ordonner prêtres. N'y aurait-il pas une profonde atteinte à la liberté, de leur interdire d'être enseignants ? Ne risque-t-on pas alors d'adopter la même attitude que le patron qui actuellement refuse d'embaucher un militant syndicaliste... ou un prêtre-ouvrier ?

— Et c'est pour moi la question essentielle — les autres n'étant finalement que secondaires — la laïcité est-elle une neutralité absolue ou une philosophie ? »

Remercions encore L. Dillemann, d'Issoire (63), de ses intéressantes réflexions que nous ne pouvons malheureusement reproduire dans la mesure où il nous demande la publication intégrale de sa lettre, ce qui nous est impossible faute de place.

Dialogue nécessaire

Voici maintenant la réponse de Roger Fajardie :

Mes réflexions sur l'intégration éventuelle de prêtres dans l'enseignement public ont suscité des mouvements divers. Je m'y attendais et je m'en réjouis. Le débat est donc engagé. Nous n'avons pas ici à résoudre la question. L'essentiel était qu'elle fût posée. François Mitterrand l'a fait. J'y suis revenu. J'y insiste à nouveau : est-il raisonnablement possible de souligner qu'à juste titre les établissements privés ayant reçu des fonds publics seront nationalisés par la gauche au pouvoir, sans chercher en même temps une solution au problème posé par les ecclésiastiques qui, détenteurs des titres universitaires requis, entendraient poursuivre leur tâche d'enseignants ?

J'entends bien que l'arrêt Bouteyre fait jurisprudence, mais il a soixante ans. Qui pourrait soutenir qu'aujourd'hui, les données du problème soient exactement les mêmes, et que rien, absolument rien, n'ait changé dans le comportement de l'Eglise de France à l'égard de l'Etat républicain, ni dans la vie de l'Eglise catholique elle-même ? Et qu'adviendrait-il si, d'aventure, un membre de l'enseignement public, par hypothèse agrégé de l'Université, respectueux des convictions de tous et professeur indiscuté, décidait de devenir prêtre ? Le chasserait-on, en dépit de ses mérites ? La question ne peut pas être éludée. Pas plus que ne peut l'être celle du sort de religieux et de religieuses, enseignants sans avoir reçu le sacrement de l'Ordre, dont la qualité d'hommes et de femmes d'Eglise est moins évidemment apparente — l'un de nos lecteurs a raison de le souligner — que celle de prêtres dont le caractère essentiel est de dire la messe. Ils ont souvent les diplômes nécessaires pour accéder à l'enseignement public et

exercent dans des écoles privées sous contrat. Quel serait leur destin à l'heure de la nationalisation ?

Il convient donc de prendre le problème à bras le corps. L'un de nos camarades, socialiste et catholique, m'écrit que le rôle du prêtre n'est pas de faire l'école. Ce qui pouvait se concevoir en des temps où apprendre à lire était d'abord apprendre à lire l'Evangile n'est plus de mise aujourd'hui. Et il souligne qu'il serait préférable de « laisser à l'Etat le soin d'enseigner la communication sociale et à l'Eglise celui d'établir le contact avec Dieu » ; tout en invitant « les catholiques à une méditation constructive sur leur rôle actuel dans la société et le rôle particulier de leurs prêtres ». Je partage pleinement son point de vue. Mais, pour le principe, comment ne pas craindre qu'interdire à un homme, parce que prêtre d'une religion quelle qu'elle soit, l'accès aux fonctions de l'enseignement public dès lors que celui-ci est nationalisé, n'aboutisse à porter un coup non pas à sa liberté, mais à la liberté tout court, en maintenant une discrimination difficilement justifiable entre les citoyens ?

Il s'agit donc de chercher des solutions qui garantissent, selon la formule développée au colloque du Cnal en mai dernier, « une éducation laïque libérée des dogmatismes de toutes sortes », tout en refusant d'admettre une quelconque ségrégation. L'un de nos lecteurs propose de réserver aux seuls laïques la fonctionnarisation proprement dite, et de prévoir une formule de contrat individuel nominatif pour les enseignants ecclésiastiques. C'est une suggestion à creuser.

Mais ne convient-il pas, au total, de tenir le plus grand compte, pour évoquer ce problème difficile, des transformations profondes qui affectent l'Eglise catholique dans ses structures et dans son esprit ?

L'un de nos amis m'écrit qu'un prêtre, « permanent à vie de l'appareil de la hiérarchie catholique », ne peut pas exercer librement d'autre fonction. Soit ! Mais la notion du prêtre « à plein temps » connaît déjà plus d'une entorse. Il est même permis de se demander si la minceur des résultats des récents travaux de l'Assemblée plénière de l'Episcopat français sur le ministère sacerdotal et le prêtre de demain ne traduit pas, en fait, l'incertitude des évêques quant au maintien d'une séparation immuable entre le catholique-laïc et le catholique-prêtre, pour assurer des tâches qui, dans le monde moderne, se sont tout à la fois multipliées et diversifiées. Dans ce contexte, il serait anachronique de vouloir en rester strictement aux solutions que la situation avait jadis imposées.

Le monde catholique n'échappe pas au mouvement. Analysant divers sondages d'opinion, le journal « La Croix » (21 octobre 1972) montrait que, si la grande majorité des « fidèles » demeure modérée, une fraction importante — le tiers — des catholiques « actifs » se situe à gauche. Des prêtres appartiennent à ce courant militant et s'affirment aussi attachés que quiconque à la règle du respect de la pensée des autres, qui est le fondement de notre laïcité. Qui peut, d'avance, les suspecter de mauvaise foi ? Que ceux qui voudraient enseigner n'agissent point en mandataires de l'Eglise et ne soient pas « envoyés en mission par leur évêque », constitue évidemment une exigence fondamentale. Mais l'indispensable garantie peut être la conclusion d'une discussion qu'il faudra bien ouvrir un jour.

Le moment est opportun. Beaucoup la souhaitent. Le message de Jean XXIII, qui, en avril 1963, dans l'encyclique « Pacem in terris », recommandait d'« observer les lois propres à chaque domaine... et de se comporter en sujets qui exercent leurs droits, accomplissent leurs devoirs, et s'acquittent d'un service » semble être entendu dans l'Eglise de France. Le rapport de Mgr Matagrin et le document adopté l'autre semaine à Lourdes par l'Assemblée plénière de l'Episcopat, portent témoignage d'une volonté de dialogue et d'ouverture à laquelle il serait fâcheux de ne pas apporter, de quelque manière, une réponse. Il n'est pas jusqu'aux supérieurs généraux des grands ordres religieux qui n'invoquent, contre le cardinal Danielou, le droit de « maintenir et de construire l'unité dans le respect des légitimes diversités ».

Par-delà le problème de l'intégration éventuelle de prêtres dans l'enseignement public, toute la question est là : respect des légitimes diversités. Par tous. Partout. Dans l'Eglise, ce n'est pas notre affaire en tant que socialistes. Mais pour le monde que nous voulons construire, nous sommes évidemment concernés. Si, après la victoire de la gauche, un seul homme pouvait se sentir lésé, brimé, dans ses droits fondamentaux de citoyen, ce serait l'échec de notre expérience. Le libre choix du travail est l'un de ces droits. C'est pourquoi le problème soulevé mérite un examen sérieux, une discussion approfondie, une solution réfléchie enfin, qui tiennent compte de la situation actuelle et des perspectives qui commencent à se dessiner.

ROGER FAJARDIE

ART PILOTE

vous offre des lithographies originales

à tirage strictement limité, signées par l'artiste et payables, si vous le désirez en 3 ou 10 mensualités (à partir de 24 F par mois). Vous pourrez ainsi, tout en embellissant le cadre de votre existence par des œuvres d'art dues aux plus grands maîtres contemporains, constituer une collection appelée à prendre une très grande valeur. Adressez-nous sans tarder le bon ci-dessous afin de recevoir sans engagement de votre part la plaquette illustrée de la nouvelle sélection ART PILOTE comportant la reproduction de 16 lithographies des grands représentants des figuratifs et non figuratifs.

BON à adresser à ART PILOTE
22 rue de Grenelle PARIS 7e

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement de ma part, la documentation en couleurs.

Nom .....

Adresse .....

.....

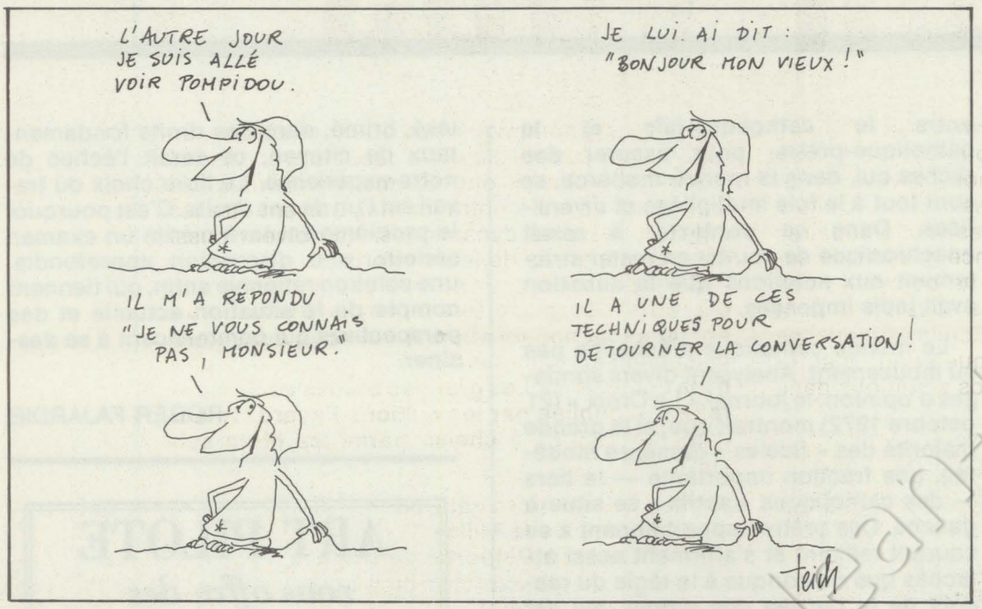
U

RESTAURANT
L' ATLANTIQUE

51, Bd de Magenta - PARIS-10e

Téléphone : 208-27-20

A contre-pied



Les quarante de l'U.g.s.d.

« A chaque temps fort de la vie politique française, les radicaux se sont retrouvés aux côtés des socialistes dans l'union de la gauche », a souligné mardi Robert Fabre. C'est cette alliance traditionnelle et logique — n'en déplaise à Jean-Jacques Servan-Schreiber — que concrétise la constitution du Bureau de l'Union de la gauche socialiste et démocrate.

Les vingt socialistes et les vingt radicaux qui le composent représentent l'ensemble des courants de pensée qui existent à l'intérieur des deux organisations, puisqu'on y trouve : François Abadie, Jean Baboulène, Jean-Michel Baylet, René Billères, Jacques Bonacossa, Robert Buron, Henri Caillavet, André Chandernagor, Jean-Pierre Chevènement, Antoine Courrière, Michel Crepeau, Gaston Defferre, Eugène Descamps, Marie-Thérèse Eyquem, Robert Fabre, Maurice Faure, Pierre de Félice, Albert Gazier, Gérard Jacquet, Pierre Joxe, Philippe Lamirault, Claude Leclercq, Georges Luce, Gilles Martinet, Jacques Maroselli, Pierre Mauroy, Daniel Mayer, François Mitterrand, Gaston Monnerville, Jacques Piette, Auguste Pinton, René Plas, Bernard de Plas, Dominique Pomonti, Jean Poperen, Yvette Roudy, Monique Rousseau, Alain Savary, Dominique Taddei.

Hachette et les monopoles

Le nouvel hebdomadaire du lundi « le Point » n'aura pas donné le change plus de six semaines. Au septième numéro, les choses sont claires. La couverture et six pages de textes pour dénoncer le monopole de l'O.r.t.f. et réclamer la création d'une chaîne privée financée par la publicité. Un peu plus loin, trois autres pages pour affirmer qu'« il faut arracher le téléphone aux P.t.t. » Pour ceux qui n'avaient pas encore compris, ce numéro souligne à l'évidence les intérêts que défend « le Point » ; il confirme aussi qu'Hachette n'admet qu'un seul monopole, le sien !

Initiatives communes

Gaston Defferre et Robert Ballanger ont signé ensemble trois lettres communes au président de l'Assemblée nationale pour demander l'inscription, au cours de la présente session, de trois propositions de loi déposées par les groupes de gauche : pour la fixation à 18 ans de la majorité électorale, pour l'abaissement de l'âge de la retraite des prisonniers de guerre et pour la reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens d'Algérie.

De leur côté, Jacques Duclos et Antoine Courrière, présidents des deux groupes sénatoriaux, ont décidé de prendre diverses initiatives ensemble, notamment au cours de la discussion budgétaire.

Enfin, au Conseil de Paris, les groupes de gauche ont décidé également de prendre un certain nombre d'initiatives communes au cours de la session qui s'ouvre lundi prochain, en particulier au sujet de la gestion des H.l.m.

Socialisme et consommation

La petite guerre des organisations de consommateurs se poursuit. Contre l'Institut national de la consommation. L'I.n.c., enfant chéri de Valéry Giscard d'Estaing, recevrait une dotation financière supplémentaire pour accroître les abonnés de sa revue « 50 millions de consommateurs ». Dans le même temps, l'Union fédérale des consommateurs, qui édite le mensuel « Que choisir », lance un S.o.s. aux journalistes : « Nous ne sommes pas vendus en kiosque. Lorsque vous parlez de nous, n'oubliez pas de donner notre adresse » (6, rue du Général Delestraint, Paris 16e).

Il était normal que les « tensions » actuelles apparaissent lors du débat « Le socialisme et la consommation », organisé par les Rencontres socialistes le week-end dernier. S'il est évident que le « consumerism » français est encore balbutiant, ces débats ont montré qu'il était utile que ses militants ne restent pas entre eux, mais dialoguent avec des militants politiques. Une expérience à renouveler.

CHANGER LA VIE
PROGRAMME DE GOUVERNEMENT DU PARTI SOCIALISTE
ET PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE



PRESENTATION DE F.MITTERRAND
FLAMMARION

En vente au prix de 6 F au siège du Parti socialiste, 12 Cité Malesherbes, Paris-9e ou au siège des Editions de l'an 2000, 41 Boulevard Magenta, Paris-10e.

UN CADEAU POUR VOUS

Avec 1972 va bientôt se terminer la première année d'existence de notre journal. Nous vous l'avons déjà dit et nous croyons pouvoir le répéter : depuis sa naissance, « l'Unité » s'est largement imposée parmi les hebdomadaires politiques français. Son audience grandit de semaine en semaine. Mais nous ne pouvons nous satisfaire de ces résultats, qui ne nous permettent pas encore de surmonter les difficultés auxquelles doit faire face un journal politique et qui, d'autre part, ne correspondent pas à nos ambitions dans la période actuelle.

En effet, au cours des mois à venir, la contribution de « l'Unité », en tant qu'organe d'expression des socialistes, sera essentielle dans la bataille contre le Pouvoir. Il est indispensable que sa diffusion connaisse un nouveau bond en avant. Plus que jamais, nous comptons sur vous.

Pendant les mois d'été, nous avons lancé une campagne d'abonnements-cadeaux qui a permis à plusieurs centaines d'entre vous de recevoir une série d'ouvrages « La Suède en question », publiée par les éditions Seghers.

A l'occasion de cette fin d'année, nous vous offrons de participer à une nouvelle campagne dont la durée s'étendra du 10 novembre à fin décembre. Il s'agit, grâce à cette campagne — ainsi qu'à d'autres initiatives dont nous vous informerons prochainement — d'atteindre et si possible de dépasser avant la fin de l'année l'objectif de 10 000 abonnés.

Dans cette campagne, nos abonnés actuels, en particulier ceux qui depuis le début font confiance à « l'Unité » et nous ont déjà montré maintes fois leur attachement à notre journal, doivent être les militants les plus dynamiques. Ils doivent aussi être récompensés de leurs efforts.

C'est pourquoi nous offrons à tout abonné qui, d'ici au 31 décembre, fera un nouvel abonné d'un an, ou à tout nouvel abonné qui nous adressera un second abonnement avec le sien, un ouvrage de la collection « Les grandes études contemporaines », publiée par les éditions Fayard (valeur minimum : 35 F), à choisir parmi les titres suivants :

- **Léon Blum, par Joël Colton**
- **L'Histoire de la Milice par Jacques Delperrié de Bayac**
- **La S.f.i.o. et l'exercice du pouvoir par Roger Quilliot**
- **La gauche française (1956-1965) par Jean Poperen**

Il vous suffit de remplir les deux volets du bulletin ci-dessous et de nous l'adresser au plus vite, et en tout cas avant le 31 décembre. Le livre-cadeau sera adressé, à votre choix, soit au nouvel abonné, soit à vous-même.

Nous sommes certains que vous comprendrez que le moment est venu de donner un essort décisif à notre hebdomadaire et nous vous remercions d'avance de nous y aider.

NOUVEL ABONNEMENT-CADEAU

Transmis par

M. .....
Adresse .....
.....
Département .....

Pour M. .....
Adresse .....
.....
Département .....

Le livre FAYARD choisi .....
.....
est à envoyer
à moi-même ☐
au nouvel abonné ☐

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Des généraux pas comme les autres

De notre correspondante

Après trois semaines de tension très dure, tout a changé en 48 heures à Santiago. Sans aucun doute, l'expérience de l'Unité populaire est entrée dans une nouvelle phase le 2 novembre au soir, mais ceux qui croyaient abattre Salvador Allende en sont pour leurs frais. Les grèves des transporteurs et de plusieurs autres corporations — qui ont coûté très cher au pays — ont cessé sans, bien entendu, que la droite renonce à ses objectifs. Mais elle a été prise à contre-pied et elle a besoin de souffler. C'est maintenant aux élections législatives du 4 mars prochain que tout va se jouer.

Dans la composition du nouveau gouvernement, on a surtout retenu l'entrée de trois chefs militaires, dont le général Carlos Prats, commandant en chef des forces armées, qui devient ministre de l'Intérieur et donc, en fait, le premier des ministres d'Allende. C'est, en effet, l'événement le plus remarquable. Il a d'ailleurs posé quelques problèmes, notamment au Parti socialiste, au sein duquel



Le président Salvador Allende et le général Carlos Prats (à gauche).

Fondation Jean Jaurès

Italie

Le choix des socialistes

Au centre des débats, la question du pouvoir, que les socialistes italiens du P.s.i. ont abandonné après les élections de mai dernier — alors que ceux du P.s.d.i., le Parti social-démocrate de Giuseppe Saragat, n'y renonçaient pas. En fond de scène, un pays qui commence à habituer le monde à un second miracle, après celui d'un boom industriel remarquable, celui d'une crise politique permanente ouverte depuis que la Démocratie chrétienne a perdu la majorité absolue. Ainsi se présente le 39e congrès que le Parti socialiste italien a ouvert jeudi — jusqu'au 14 novembre — à Gênes.

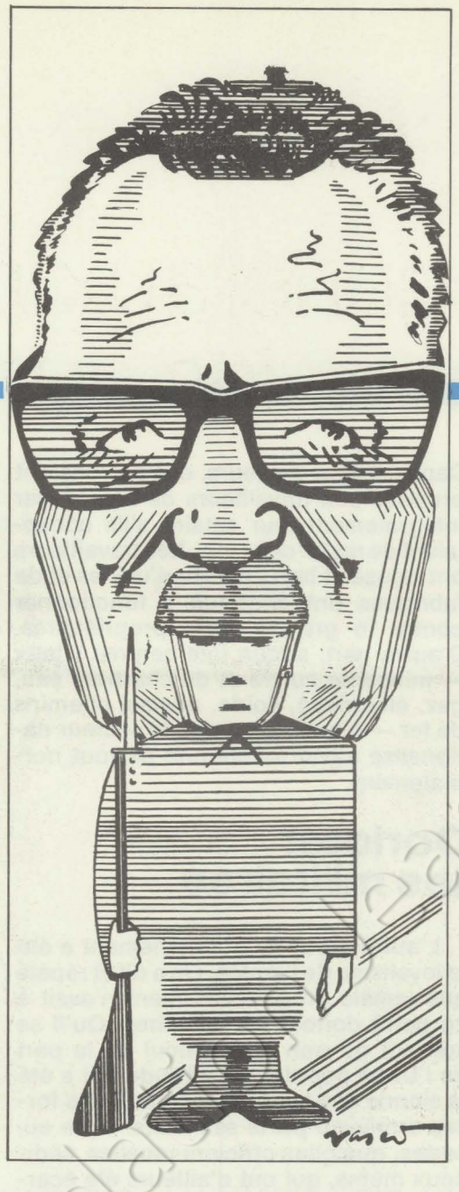
A la tête du gouvernement, l'habile Giulio Andreotti. Ce démocrate chrétien libéral équilibre un parti déchiré par les contradictions entre une aile gauche qui s'appuie sur la puissante confédération syndicale chrétienne, la C.i.s.l., et lorgne vers les socialistes — parfois même vers les communistes — et d'autre part une aile droite qui promène la mélancolie de ses regrets de l'époque de De Gasperi. Pour sortir d'une crise que les élections de mai n'avaient pu résoudre, il fallut une coalition à trois — démocrates chrétiens, sociaux démocrates et libéraux — que le saragatien Orlandi a qualifiée « d'état de nécessité », ce qui en souligne le caractère précaire aussi bien que le peu d'enthousiasme qu'elle soulève. Cependant, Andreotti a démontré une fois encore que le provisoire pouvait durer, en franchissant les pires étapes parlementaires et en jouant dans la construction européenne, notamment lors de la conférence de Paris, un rôle brillant puisque — grâce à la constitution d'une sorte d'axe Londres-Rome — la question de la régionalisation put y faire quelques progrès.

lions d'électeurs et d'électrices seront consultés à l'occasion de la réélection de 746 conseils municipaux, parmi lesquels ceux de Novare, Trieste et La Spezia. Avec, en plus, une législative partielle dans le Val d'Aoste. De quoi sonder valablement un électorat qui, en définitive, reste relativement stable. Quelques variations portant sur 1 % ou 2 % diront si Giovanni Leone, le successeur de Saragat à la présidence de la République, a bien fait de s'en remettre à Andreotti.

Si ce dernier se présente ouvertement comme un partisan de la coalition actuelle, excluant même l'hypothèse de sacrifier les libéraux pour obtenir le concours des socialistes, il n'en reste pas moins que, parmi ses amis de la Démocratie chrétienne, les partisans d'une « grande coalition » ont été renforcés par la renaissance d'une tendance néo-fasciste qui a prouvé, en mai dernier, que, sans la surestimer, il fallait compter sur elle.

Un coupable commode

D'une façon générale, l'extrémisme de droite est d'ailleurs une réalité sur laquelle on tente de jeter un voile prudent, en usant d'ailleurs avec aisance de la présence d'un extrémisme de gauche. Le gauchisme italien n'a, malgré des tentatives sérieuses, pas réussi à percer sur le plan électoral. Il est alors tentant de lui confier la responsabilité des actes criminels qui, de temps à autre, émaillent l'actualité italienne. Le plus célèbre, par l'émotion qu'il souleva



un long débat s'est déroulé avant qu'il accepte cette nouvelle situation — que le Parti communiste, pour sa part, avait approuvée plus rapidement. Et il est évident que c'est, dans une large mesure, le choix fait par le général Prats de collaborer avec les partis de gauche au pouvoir qui a déconcerté la droite et l'a amenée à baisser pavillon.

Mais il faut accorder une importance au moins égale à l'entrée dans le gouvernement des deux principaux leaders de la grande centrale syndicale C.u.t., placés à des postes-clés : le communiste Luis Figueroa, chargé du ministère du Travail, et le socialiste Rolando Calderon qui succède, au difficile ministère de l'Agriculture, au chrétien de gauche Jacques Chonchol, qui sera candidat au Sénat. Le renfort de ces deux syndicalistes — le premier, ouvrier ; le second, d'origine paysanne — est de nature à élargir la base populaire du gouvernement. Il est en même temps la preuve qu'Allende n'entend ni changer d'orientation ni même décréter une pause. C'est à cette condition que le Parti socialiste lui a confirmé son soutien et c'est ce qui ressort très clairement des cinq points que le Président a énoncés en présentant le nouveau gouvernement :

1° Ramener à la normale la situation du pays.

2° Réparer les dommages causés par la grève illégale des syndicats patronaux.

3° Assurer l'ordre économique et public pour faire face à l'agression impérialiste.

4° Garantir le processus de transformations profondes fixées par le progamme d'Unité populaire.

5° Protéger l'intégrité des institutions.

Jamais la base

Le retour à la normale a suivi de peu la constitution du nouveau ministère. Certes, aucune des difficultés économiques qui assaillent le Chili depuis plusieurs mois ne s'en trouve résolue, mais l'Unité populaire sort gagnante de

→

à l'époque, se produisit le 12 décembre 1969 à Milan : 16 morts par l'explosion de bombes dans une banque. Un coupable fut rapidement trouvé, l'anarchiste Pietro Valpreda. Depuis trente-quatre mois, celui-ci est en prison, enserré dans un imbroglio juridique qui, s'il confirme l'anachronisme de la procédure italienne, prouve également que la Justice est bien embarrassée de l'accusé « officiel ». Le 6 mars dernier, la Cour d'assises de Milan s'était déclarée incompétente, décision assez remarquable pour un délit commis dans sa ville. A la suite d'une requête en suspicion légitime du procureur de la République, la Cour de cassation a décidé que le procès aurait lieu à Catanzaro, ville de Calabre qui paraît avoir été choisie pour les avantages que procure son isolement.

Cette affaire qui traîne en longueur a tout naturellement soulevé l'émotion et, dans tous les milieux politiques, des hommes mènent une campagne active en faveur de Valpreda : les uns parce qu'ils sont choqués du caractère scandaleux de la procédure, les autres parce qu'ils contestent sur le fond la culpabilité de l'inculpé. En effet, la ténacité de plusieurs juges d'instruction a permis d'accumuler des preuves sérieuses contre l'extrême droite. Deux arrestations s'en sont suivies. Celle d'un éditeur de Trévise, Giovanni Ventura, et celle d'un avocat de Venise, Franco Freda. Il ne paraît pas douteux que les deux hommes ont des responsabilités dans la série d'attentats de 1969, à Milan et à Rome et peut-être même dans celui pour lequel Valpreda faisait un coupable si commode. Il apparaît maintenant que des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur ont caché des pièces qui, dans le dossier Valpreda, montraient la responsabilité des extrémistes de droite !

Dans ce climat, l'intérêt du congrès socialiste de Gênes se trouve décuplé. Le P.s.i., dans la coalition de centre gauche qui a gouverné l'Italie pendant une grande partie de la décennie précédente, a été l'élément moteur de ce que le jargon politique italien appelle une action « plus avancée ». Andreotti et Leone ont brisé le cours des choses, ou plus exactement ont été contraints de le briser devant les exigences et les exclusives des partis de la coalition, y compris celles du P.s.i.

Pour le parti conduit par Francesco de Martino depuis la retraite partielle de Pietro Nenni, les problèmes du gouvernement et des relations avec le Parti communiste sont au centre des débats et les réponses que le congrès de Gênes peut apporter constitueront des éléments décisifs de l'évolution italienne des prochaines années. Or les divisions du P.s.i. ne sont pas négligeables et concernent l'autonomie du Parti, qui apparaît à certains de plus en plus comme une force d'appoint dans des coalitions. Alors qu'ils lui souhaiteraient une indépendance plus grande à l'égard de la question du pouvoir, pour lui permettre de mieux se consacrer aussi bien à un redressement organisationnel et idéologique qu'à la définition d'un « projet » socialiste des années 70. Entre la tendance majoritaire de De Martino et celle de Lombardi, l'idée d'une synthèse est cependant avancée, notamment à l'initiative de Bertoldi.

Il reste que le P.s.i., coincé entre un communisme puissant et réaliste, qui fut longtemps son partenaire exclusif, et une coalition gouvernementale à laquelle il a appartenu, hésite légitimement entre l'intérêt du pouvoir et la nécessité d'une sorte de reconversion qui rendrait au socialisme italien la place éminente que tant de scissions lui ont fait perdre.

CLAUDE FUZIER

Des généraux pas comme les autres

→

l'épreuve de force voulue par la droite et elle dispose de quatre mois de probable tranquillité — coïncidant d'ailleurs avec l'été austral — pour convaincre les Chiliens que c'est de son côté que se trouve l'avenir du pays.

Pour comprendre le dénouement de cette crise, il faut rappeler certains faits et, d'abord, quels étaient les syndicats grévistes par l'intermédiaire desquels la droite a tenté de donner l'assaut au gouvernement. C'est la Confédération des propriétaires de camions qui a déclenché le conflit le 9 octobre. Ensuite, par « solidarité », se sont joints à la grève des syndicats d'industriels, de commerçants, d'agriculteurs, les collèges de médecins et d'avocats, les pilotes de Lan Chile. Dans tous les cas, il s'agissait de syndicats patronaux, de cadres ; jamais de la base elle-même.

Car les travailleurs n'ont pas suivi le mouvement. Ils se sont, au contraire, montrés décidés à « ponerle el hombro a la patria » (donner un coup d'épaule à la patrie). C'est ainsi que l'on a vu les ouvriers du textile, tandis que les magasins étaient fermés, vendre directement dans la rue le produit de leur travail ; les étudiants transformés en vendeurs et manutentionnaires dans les prisunics ; les artistes et les écrivains devenus débardeurs à l'arrivée des trains de ravitaillement dans les centres urbains. D'un bout à l'autre du pays, les militants de l'Unité populaire ont réagi avec ensemble contre la tentative séditieuse.

Dans certains secteurs, des patrons ont proposé aux travailleurs de leur verser intégralement leur salaire s'ils acceptaient de rester chez eux. Les travailleurs ont refusé et bon nombre d'usines et de fabriques ont continué à fonctionner contre le gré de leurs propriétaires. D'autre part, aucun des centres vitaux — mines de cuivre et de charbon, eau, gaz, électricité, voirie, postes, chemins de fer — n'a été perturbé, le secteur nationalisé ayant fonctionné partout normalement.

Dorloter les militaires

L'autre atout du gouvernement a été le loyalisme de l'armée. On a dit et répété que jamais un gouvernement n'avait à ce point dorloté les militaires. Qu'il se soit agi ou non d'un calcul de la part de l'Unité populaire, l'attitude qui a été la sienne dès le début à l'égard des forces armées a porté ses fruits. Il y a eu, certes, quelques officiers rebelles, séditieux même, qui ont d'ailleurs été écartés sans tapage. Mais l'ensemble de l'armée a fait corps pendant toute la crise avec le gouvernement de Salvador Allende, parce qu'il est légitime et qu'elle est, par définition et par tradition, le soutien de la légitimité. On est évidemment très loin des concepts sud-américains en la matière.

Cette attitude de l'armée a eu pour effet, en autres choses, de provoquer un trouble sérieux au sein de la démocratie chrétienne, dont certains éléments ont estimé que leur parti allait trop loin. C'est le cas, en particulier, de Radomiro Tomic, qui fut candidat contre Allende il y a deux ans et qui était demeuré totalement silencieux au cours des derniers mois. Le 1er novembre, il publiait dans le quotidien « La Nacion » un article intitulé « Que le peuple décide en mars », qui était un appel à la trêve jusqu'aux élections. Cet appel a été entendu, puisque, le lendemain soir, le nouveau gouvernement était constitué et que l'ancien président Eduardo Frei a dû lui-même admettre que la présence des militaires dans le gouvernement créait une situation nouvelle.

Encore une fois, la droite n'a pas renoncé, mais l'échec qu'elle vient de subir la met en moins bonne position pour la bataille décisive des prochains mois.

JACQUELINE SORRET

cinéma 72

— NOVEMBRE —
★
TRENTE ANS DE CINEMA ANGLAIS
●
LES FILMS DU MOIS : JEREMIAH JOHNSON
LA CEREMONIE
●
ENTRETIENS : JOHN BOORMAN, NAGISA OSHIMA, JAMES BECKET
●
CINEMA EN SUISSE ET EN RDA
Le N° 4,00 F
●
6 rue Ordener — 18e

Il ne faut jamais se laisser « informer » par la publicité. C'est bien connu. Pourtant, par la grâce d'une affiche, près d'un million de personnes croient chaque année qu'il y a, à Paris, un Salon de l'enfance. Elles y croient au point d'aller le visiter, d'y conduire leurs enfants, de payer 5 F — il y a toutefois des réductions pour familles nombreuses — et parfois d'y retourner : 19 % deux fois, 5 % trois fois, 7 % quatre fois et plus.

Un Salon de l'enfance, c'est à faire rêver. A tout ce que l'on souhaite, tout ce que l'on voudrait y voir : le jeu, la découverte, l'imagination, la vie. En chemin, on se dit qu'une telle chose ne devrait pas être réservée aux petits Parisiens, qu'il le faudrait itinérant, allant de ville en ville, aidant par ses moyens toutes les organisations para-scolaires et scolaires. Puis on rêve de mini-Salons gratuits — pourquoi pas — d'aires de jeu, de moyens techniques. En sortant du R.e.r., on est prêt à croire que « tout le monde il est beau », prêt à prendre la main de tous les enfants, jouer avec eux, rire, découvrir, écouter, apprendre, lutter, rire encore, avoir les yeux brillants. Et l'on entre dans le Palais de la Défense.

Premier stand, le Crédit lyonnais : « Avant de jouer en Bourse, jouez au billard japonais ». On se dit qu'il y a erreur, que ce stand est sans doute une banque installée au Cnit pour les autres manifes-

AVORTEMENT: Faire le procès de la loi

Procès à Bobigny, mercredi : on ne saura que dans quelques jours le prix que l'appareil judiciaire fixe pour « complicité » d'avortement.

La première manche avait été gagnée. C'était la plus facile. Mineure, Marie-Claire, récemment jugée pour avortement, courait relativement peu de risques d'être sanctionnée. Dans une société qui ne dispense pas l'éducation sexuelle aux jeunes, où la vie sexuelle des adolescentes reste sous le contrôle étroit des parents — puisque la pilule ne peut être accordée aux mineures qu'avec l'autorisation de ces derniers — c'est bien le moins que l'ignorance et l'irresponsabilité entretenues entraînent une certaine indulgence des tribunaux.

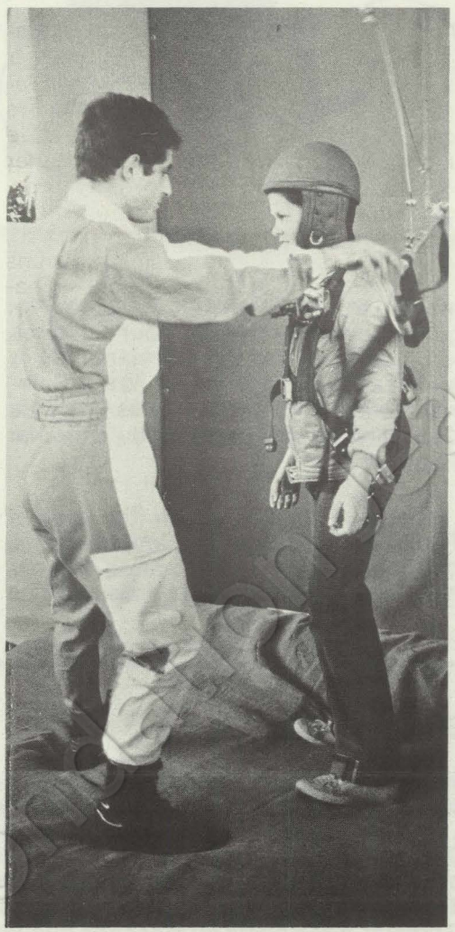
Donc, la victoire, à l'issue de ce pre-

Le Salon des enfants de troupes

tations et qu'il a bien fallu, pour ne pas tout casser, l'utiliser, que le billard est un jeu digne d'intérêt, que le Crédit Lyonnais est une banque nationalisée. Bref, on hausse les épaules devant un incident de parcours et l'on tourne. A gauche, la Caisse d'épargne de Paris. Un anneau autour du cou de l'écureuil-emblème et l'on gagne un livret de Caisse d'épargne de 5 F. Pas grave. Les gosses ne jouent pas pour le livret. Ce n'est que l'entrée, les merveilles vont suivre. Le robot-cyclone pour faire des jus de fruits : les enfants boivent, les parents achètent. A trente mètres de l'entrée, l'indulgence est encore présente. Après tout, il faut bien que les enfants se désaltèrent. Et un jus de fruits, c'est meilleur que bien des boissons vendues en bouteille, il y a des vitamines.

Une inquiétude naît, pourtant. Et s'il n'y avait pas que le meilleur ? Si le pire le côtoyait ?

Et le pire arrive vite. Tout d'abord, l'Armée, la police, la gendarmerie. Une présence écrasante, insidieuse parfois. Au rez-de-chaussée, la tour de parachutisme : 16 mètres. Un saut, un brevet, un insigne de para — métallique ou brodé, au choix pour 5 F — un livre, « Qui ose vaincre », à la gloire des paras, pour 28 F. Le texte de présentation ? En sept lignes, toute une idéologie : « valeureux petit homme », « sans trembler », « domine avec orgueil », « pris d'assaut », « pas froid aux yeux ».



On en a froid dans le dos...

Puis la présence affichée. Michel Debré a bien fait les choses. Il y a le jeu des messages « grâce aux services des transmissions de l'armée de Terre », le jeu « votre Armée », qui a « pour mission de faire connaître nos trois armées ». Jeu simple ; il suffit de répondre à des questions sur la force nucléaire stratégique — « C'est propre, chef », « C'est utile, mon adjudant » — sur la force de manœuvre, sur la force de présence et d'action hors d'Europe — « C'était bien l'Indo et la Corée, mon capitaine ? », « Le Tchad, c'est de la broutille » — ou sur la force de défense du territoire — « Il suffit de quadriller ».

Ça n'existe pas

On a presque envie de partir en courant, mais le piège fonctionne. Il faut voir ce que propose la Marine, l'armée de l'Air — des carrières — les chasseurs alpins — de l'escalade — la gendarmerie nationale, le code de la route — pour vélo, pour moto — les C.r.s., la piste de ski, la conduite auto, la police nationale. A croire qu'au dernier conseil des ministres, Michel Debré et Raymond Marcellin se sont vus confier nos enfants. C'est alors que l'on se souvient d'une phrase de Joseph Comiti, prononcée le jour de l'inauguration : « Regardez ces en- →

mier acte, ne se situait pas à proprement parler dans la relaxe de Marie-Claire. Elle tenait fondamentalement au fait que la mobilisation de l'opinion a fait éclater au grand jour une vérité que nul n'ignorait, mais qui demeurait jusque-là à demi clandestine : à savoir qu'il est loisible à celles qui ont de l'argent de recourir à l'avortement, assurées qu'elles sont de conserver leur santé et leur respectabilité ; tandis que les femmes et les filles pauvres courent toujours le risque de rester abîmées — quand elles ne laissent pas leur vie dans l'aventure — et d'être traînées devant les tribunaux.

C'est donc au procès de la mère de Marie-Claire, des deux amies qui ont fourni l'adresse et de la sage-femme qui a effectué l'avortement, que se livrait mercredi la bataille la plus difficile. Cette mère qui, au lieu de tenir son rôle de déléguée des autorités répressives auprès de son enfant, a refusé de jouer le jeu, et qui prétend même, dans ses déclarations aux journalistes, « avoir fait son devoir de mère » en aidant sa fille à ne pas gâcher sa vie ; ces amies qui ont témoigné aux deux femmes la solidarité des pauvres et des opprimés ; cette sage-femme qui a rendu le service demandé.

L'acquittement des quatre femmes ferait jurisprudence et signifierait que la loi de 1920 est enterrée, qu'on ne peut plus l'appliquer. Or, dans une France où Michel Debré n'a pas renoncé à obliger de naître — sinon de faire vivre — 100 millions d'habitants ; où Lucien Neuwirth, ancien ministre de la majorité, se plaint de voir saboter sa loi sur la régulation des naissances ; où le gouvernement vient encore d'écarter la discussion du projet de loi communiste sur l'avortement, dans cette France-là l'acquittement ne saurait aller de soi. La défense de la mère de Marie-Claire et de ses deux amies était assurée par l'organisation Choisir, fondée par Gisèle Halimi — cette dernière plaidant plus particulièrement pour la mère — qui faisait témoigner, à la barre ou par lettre, de nombreuses personnalités : Simone de Beauvoir, Delphine Seyrig, Jean Rostand, les Prs Monod, Jacob... Pour faire le procès de la loi, faire apparaître le véritable scandale là où il est.

Les « complices » condamnées, cela signifierait que l'inégalité de condition qui a éclaté aux yeux de tous, cette inégalité le gouvernement et l'ordre judiciaire entendent la maintenir ouvertement. Cela voudrait dire que la liberté et le pouvoir de décider ne sont pas pour les femmes du peuple. Et que leur corps ne leur appartient pas.

COLETTE AUDRY

Le Salon des enfants de troupe



→

fants. Ils les regardent comme l'on regarde son papa » ; le « les », c'était pour les C.r.s...

Alors on s'affole. On cherche le stand de l'Education nationale. Absent. A peine quelques mètres carrés réservés à l'Office national d'information sur les enseignements et les professions. Le ministère de la Culture ? Vide. Quatre affiches, un bas relief mésopotamien, une table basse. A côté, un stand où les enfants peuvent « faire un bout d'essai pour la T.v., le cinéma, la publicité ». Une trentaine d'enfants, prêts à devenir des singes savants, défilent sous l'œil glauque des magnétoscopes. Assis, debout, marche, prends un bonbon, assis, mange, dis que c'est bon. Ravis, les parents laissent leur adresse. Puis il y a Coca-cola, les chaises qui grandissent, les machines à coudre, la barbe à papa les maisons individuelles, les chalets de montagne, les fabricants de chewing-gum, des loteries faites pour qu'après le Salon, votre fils vous demande de le mener au Printemps, votre fille aux Galeries Lafayette. L'éléphant des cafés de Côte d'Ivoire, les poulains du chocolat Poulain.

Bien sûr, il y a le tatami (tapis) de la Fédération française de judo, les tables de ping-pong de la Fédération intéressée, les jeux d'échecs, la possibilité de dessiner, jusqu'à n'en plus vouloir, avec des feutres de toutes les couleurs. Des îlots.

Bien sûr, les enfants s'amusent. Ils sont là pour ça. Et un enfant s'amuse avec une clef et une serrure, un morceau de bois et un ruisseau. Mais, dans les petites têtes, que restera-t-il ? Que « notre » Armée, « notre » police, Coca-cola, Orangina, Kodak, la banque, les disques Chose, les livres Machin, sont les piliers de notre société, les pères tutélaires. Que le jeu, c'est à la fois le loisir, l'achat et la consommation : l'origine sociale des parents — 27 % de cadres, 10 % d'ouvriers, 17 % de professions libérales — donnent raison aux organisateurs. Si vous voulez visiter le Salon de l'enfance, n'allez pas à la Défense. Le Salon annoncé — si Salon il doit y avoir — n'existe pas.

GUY PERRIMOND

Télévision

La parole est d'or

« La parole est aux grands partis politiques », ce quart d'heure trimestriel de télévision chichement octroyé par le Pouvoir aux partis politiques, est théoriquement pris en charge financièrement par l'Office. Budget : 43 000 NF par émission, quels que soient les moyens utilisés, ceux de l'O.r.t.f. ou d'une entreprise de production privée. C'est peu, quand on connaît les coûts des tournages, mixages, etc. Mais, là encore, l'égalité des chances est toute formelle. Le C.d.p. de Jacques Duhamel a commandé son film au réalisateur Pierre Grimblat, spécialiste du message publicitaire. Coût : 16 millions anciens. Quant à l'U.d.r., noblesse oblige, elle crève le plafond des prix, sinon le petit écran. Son film aura coûté 55 millions !

Quant a ceux qui n'ont pas les moyens de mettre une « rallonge » au budget initial... A propos, qui paie la différence ?

MAURICE SEVENO

Télé-sélection

« Main basse sur la ville » (jeudi 16 novembre, 20 h 30, ch. 1), ce n'est pas seulement une leçon de cinéma par l'auteur de « L'affaire Mattei », c'est aussi l'art de démonter le mécanisme affairiste des sociétés immobilières et l'appui occulte que leur apportent des politiciens de droite. Du cinéma de fiction, quoi...

VENDREDI 10 NOVEMBRE

« Que le diable l'emporte » : le commissaire Bourrel à Rungis (20h30, ch. 2).

Un document de Guillaud-de Turenne : « Verdun » (21h30, ch. 1).

« Music-hall de la rue » : de Greenwich Village à Harlem (22h30, ch. 1).

« L'aventure était au coin de la rue », avec André Cerf, l'un des fondateurs de « Combat » (16h30, France-Culture).

SAMEDI 11

Pour les amateurs de jeu à XIII : finale de la Coupe du monde (14h25, ch. 1).

André Malraux ou la légende du siècle (21h30, ch. 2).

Les rêves et l'art (14h30, France-Culture).

DIMANCHE 12

Jules Verne adapté par Santelli : « Le secret de Wilhelm Storitz » (17h30, ch. 1).

Un modèle de télévision à la 1re personne : le « journal » égyptien de Jean-Marie Drot (20h30, ch. 2).

« Comme un torrent » : le regard de Minnelli sur la petite ville de province américaine (20h40, ch. 1).

Pierre Boulez au Musée imaginaire (21h25, ch. 2).

Un Raoul Walsh peu connu, « La rivière d'argent », à Ciné-club (22h50, ch. 2).

LUNDI 13

Dans la série médicale de Barrère-Lalou : l'hémophilie (21h30, ch. 1).

Spartacus raconté par Alain Decaux (22h35, ch. 2).

MARDI 14

Le secret professionnel à travers l'histoire d'un prêtre et d'un assassinat : « La loi du silence », d'Hitchcock (20 h 30, ch. 2).

A Tour de chant, le barde breton Alan Stivell (20 h 30, ch. 1).

« Un célèbre inconnu » : portrait de Jean Cocteau (22 h 25, ch. 1).

MERCREDI 15

La dernière partie de « De Gaulle : Mémoires de guerre », de Pierre Cardinal (20 h 30, ch. 1).

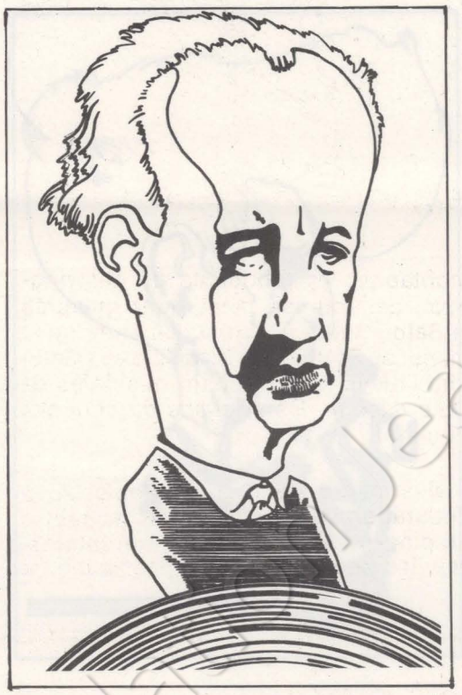
Pour les amateurs de football : Irlande - France (22 h 30, ch. 2).

Le livre de la semaine

«Les artistes font des yeux neufs»

Le Livre-Club Diderot (146, rue du faubourg Poissonnière, Paris Xe) publie, cette semaine, un livre introuvable depuis longtemps : l'« Anthologie des écrits sur l'Art », de Paul Eluard. Cette nouvelle édition est préfacée par Jean Marcenac et introduite par deux textes inédits de Pablo Neruda et Rafaël Alberti : « Paul Eluard fut une grande abeille dans la lumière », écrit Neruda. Le livre montre, en effet, la dimension réelle de ce poète disparu il y a maintenant vingt ans.

Poète, mais aussi homme complet, Eluard souhaitait faire aimer à tous l'ensemble des productions artistiques. L'effort qu'il fit pour réaliser cette anthologie va dans le sens de cette démarche. S'il cite une pléiade de peintres, d'écrivains et de critiques (Artaud, Balzac, Baudelaire, Cézanne, Delacroix, Desnos, Engels, Gauguin, Gœthe, Michel-Ange, Molière, Picasso, Proust, Stendhal, Vinci, Zola, etc.) ce n'est pas un hasard. Il s'en explique dans les textes qui suivent.



« Je voudrais accomplir le travail que j'entreprends ici avec autant de facilité que mes anthologies de poésie. J'en tirerais alors un plaisir au moins égal.

Mais si j'ai présent à l'esprit nombre de textes critiques de peintres, de poètes, d'écrivains, il m'est malaisé de circonscrire le choix des illustrations, chefs-d'œuvre et œuvres mineures, que j'aurais aimé présenter au lecteur. J'ai dû me restreindre et ne reproduire que des tableaux caractéristiques de peintres mis en cause par les textes cités. Réciproquement, d'ailleurs, mon choix des textes a été influencé par mon goût pour certains peintres, par l'impression plus ou moins vive qu'ils m'ont laissée et que les textes sont revenus préciser (...).

Pourtant, du fond des âges, monte la nécessité irrépressible de voir, de montrer ce qui vaut la peine d'être vu : d'abord la lumière, puis l'espace et le détail unique ; la nécessité aussi de parler un langage universel par delà les frontières et le temps, la nécessité de transmettre son émotion, son assurance, sa confiance dans la vie. Et l'homme préhistorique aussi bien que tel primitif catalan, tel peintre égyptien aussi bien que Léonard de Vinci, Holbein, Vermeer, Hokusaï et Outamaro, Van Gogh et Henri Rousseau nous font savoir qu'il y a en nous, depuis toujours, les mêmes possibilités et le même pouvoir (...).

Le rôle de l'artiste est de guider, d'ouvrir les yeux les plus rebelles, d'enseigner à voir comme on enseigne à lire et de montrer le chemin de la lettre à l'esprit.

Les critiques d'art, et j'entends par là tous ceux qui ont essayé de transposer littérairement leur émotion devant une œuvre d'art, sont, eux aussi, des frères voyants. Mais leur tâche, qui est rarement considérée comme créatrice, s'avère périlleuse et ingrate, car on a coutume de leur faire porter une responsabilité plus grande que celle des artistes ; on les voudrait infaillibles. On oublie que leurs préférences, leurs opinions, leurs capacités sont contingentes plutôt qu'internes, extérieures que substantielles. Les artistes font des yeux neufs ; les critiques d'art, des lunettes (...).

Je me suis efforcé de tracer de mon mieux une ligne harmonieuse à travers mon choix innocent. J'ai tenté d'éliminer de mes citations toute ingéniosité, tout paradoxe, tout brillant. La seule lueur de la sincérité m'a attiré, chaque fois qu'elle éveillait un reflet en moi. Car je ne cacherai pas ma partialité, ni que j'aie parfois dégagé de textes confus, voire contradictoires, ce qui aidait la cause de la jeunesse, du renouvellement, qui m'est indispensable pour vivre (...).

Comment regarder un tableau pour le comprendre ? m'a-t-on innocemment demandé... Les vérités s'entrecroisent, les lumières s'éteignent et se rallument, la confiance et l'inquiétude, l'habileté et la naïveté, la connaissance et l'intuition concourent à un même but : la vérité de la beauté et la beauté de la vérité, pour le plus grand plaisir de la raison (...).

Je ne me promène pas parmi les livres et dans les musées comme dans un jardin rassurant, je risque l'aventure, même en ces lieux que je croyais familiers... Je suis certain de n'en jamais finir avec l'illumination sociale, fraternelle, pas plus qu'avec moi-même (...).

La passion de peindre s'est toujours montrée semblable à celle de vivre et de faire vivre, par les autres et pour les autres. L'artiste veut entendre, comprendre et être entendu, compris. Il se montre et il montre le monde. Peindre est un langage, un moyen de communiquer tout comme parler, un moyen de liaison : une preuve de l'existence, mais aussi de confiance dans cette existence (...). Presque toujours, le vœu de l'homme s'est fait jour par la couleur. Toujours la description du monde, du visible, a été celle de la tentation, de la confiance, de l'espérance (...).

Jamais peintre n'a été, de son vivant, aussi célèbre que Picasso. Le secret de sa gloire est dans sa jeunesse perpétuelle, dans son renouvellement, car cet homme de soixante-dix ans peut être aujourd'hui considéré comme le plus jeune artiste de son temps. Commencée il y a presque soixante ans, son œuvre continue à surprendre, à indigner et, heureusement aussi, à susciter l'enthousiasme. L'essentiel, par ces temps de misère morale, et je cite Picasso, c'est de créer de l'enthousiasme. Combien de personnes ont lu Homère ? Cependant, tout le monde en parle. On a créé ainsi la superstition homérique. Une superstition dans ce sens provoque une excitation précieuse. C'est d'enthousiasme dont nous avons le plus besoin, nous et les jeunes (...).

Voir, c'est comprendre et aimer, participer, s'engager et juger, construire et se connaître à la mesure des hommes et du monde. »

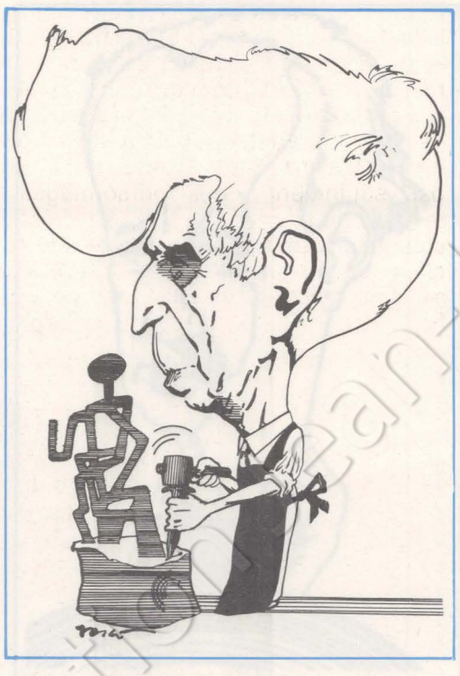
Zadkine, l'homme qui crie

Sur la fin de sa vie — il est mort il y a cinq ans — Zadkine ressemblait à ses sculptures : folle chevelure, profil rebelle, allure tranchante ; un ensemble de formes mal emboîtées. Belle matière que cet aigle bâti comme un danseur étoile !

Aujourd'hui, en revoyant les œuvres réunies pour un « hommage à Zadkine » — au Musée Rodin et au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris — on a l'impression que l'homme habite chacune de ses sculptures : ici il a laissé sa tendresse, là son austérité, ailleurs sa vivacité. Mille facettes en pleine lumière.

Comment ce créateur inépuisable — il a produit plus que Rodin — a-t-il pu être assimilé à une seule école, réduit à une étiquette unique : le cubisme ? Certes, le jeune Russe né à Smolensk en 1890, hantant les rues de Londres à 18 ans avec deux ciseaux à bois pour seul bagage, finit par débarquer à Paris en 1909 en pleine période cubiste. Certes, la nouveauté était alors provocante et séduisante à la fois. Mais le jeu consistait seulement à détruire. Quelle est la sculpture de Zadkine qui puisse constituer pareille mise en pièces de la réalité ? Le seul point commun de Zadkine avec la technique cubiste réside dans sa volonté de saisir les choses dans toute leur complexité. Mais, alors que les cubistes s'amusaient à pulvériser chaque objet de façon systématique et n'entendaient rendre compte que du résultat de cette explosion, Zadkine s'employait à rêver une nouvelle approche du même objet. La démarche est radicalement différente. Comme le prouvent tous les travaux graphiques du sculpteur : au début est l'imagination ; ensuite viendra la technique, burin à la main.

Picasso et Braque ont arrêté leur pratique « cubiste » vers les années 1913-1914. En 1965, la manière de Zadkine était la même que celle de 1910. Pareille constance n'implique pas monotonie et répétitions. Au contraire : quelle diversité dans les thèmes, les tailles et les rythmes ! Des têtes, des bustes, des couples, un oiseau, des musiciens, des joueurs de ballon, un christ, des amis, une prisonnière, un enfant, une girouette, des masques, un cadran solaire, un adolescent, un labyrinthe, une fleur des Indes, Van Gogh, etc. Le grand bazar de la sculpture ? Ce serait ne rien comprendre à Zadkine, à ce Zadkine qui exhortait : « Il faut aimer la nature, l'aimer de tout son être, en ses incarnations sans nombre, d'un amour désespérant





« La femme à l'éventail », un inédit de Zadkine.

et désespéré. » On lit dans ces mots l'aveu d'une éthique, le sens profond d'une démarche. Amour de la vie d'abord, donc, le sculpteur entendant en saisir au vol quelques aspects, aussi divers soient-ils. Zadkine, parlant des sculptures de Rodin, a d'ailleurs employé un jour une expression qui définit son propre travail : « Des morceaux palpitants de vie. »

Humain, vif, généreux, passionné. Tel était Zadkine qu'en fidèles exécutants testamentaires, ses bois ou ses métaux nous restituent. L'inverse d'un « faiseur » dont le seul but aurait été d'inventer quelque originalité à des volumes. L'inverse d'un adepte de la gratuité et de « l'esthétisme d'abord ». Zadkine disait à ses élèves : « Le langage de la sculpture est un néant prétentieux s'il n'est pas composé de mots d'amour et de poésie. » Cette volonté délibérée dans la recherche de l'humain explique pourquoi chaque sculpture nous atteint comme un cri. Cri ferme ou cri inquiet, cri anatomique ou cri de rebellion : il n'est pas un ton dont Zadkine n'ait rendu écho. Cette femme nue ? « Un cri d'amour que j'ai érigé contre le temps. » Cette « Ville détruite » ? « Un cri d'horreur devant l'atrocité inhumaine de cette action de bourreaux » (la destruction de Rotterdam par les nazis). Autant de sincérité est rare. Et les hypocrites-nés ne pouvaient pas se sentir à l'aise devant une telle authenticité. Comment expliquer autrement cette venimeuse adresse d'André Gide à Zadkine, qui venait d'exécuter son « portrait » : « Vu le peu de ressemblance de ce buste, je vous prie de préciser qu'il a été exécuté d'après photographie » ?

Général à cheval

En définitive, on s'en rend compte aujourd'hui, Zadkine n'était d'aucune école. Il était plutôt dans une lignée : celle des impétueux et des prophètes qui ouvrent de nouveaux horizons en laissant percer leurs tourments, celle des Schubert et des Rimbaud, des Lautréamont et des Van Gogh. Ce n'est, en vérité, pas par hasard qu'il établit quatre projets de monuments à des poètes : Apollinaire, Rimbaud, Lautréamont, Jarry. Aucune réalisation ne suivit, malheureusement ; et Zadkine ne put s'empêcher de dire son amertume : « En France, les monuments publics en sont toujours aux généraux à cheval ou à pied. »

Pauvre Zadkine ! Que dirait-il s'il voyait une certaine croix sur une colline, près de Colombey ?

JEAN MONTAGNARD

Un déjeuner de soleil

Il y a, comme ça, un cinéma du bonheur. A intervalles réguliers, il revient en force. Même en France — de Renoir à Becker en passant par Ophüls — où il avait à lutter contre les genres dominants : le policier, la farce « bien française » ou l'introspectif. Il est plus facile de tourner « Mourir d'aimer » ou d'engendrer les petits bâtards de « Love story ». Et plus satisfaisant pour la conscience de faire du « cinéma d'idées », dans un pays où la critique a tout dit lorsqu'elle a qualifié un film d'« inutile »...

Etranges catégories et étrange hiérarchie ! Me Kiejmann — à propos du très attendu « Psaume rouge » du Hongrois Jancso — parlait de « ce bonheur vers quoi toute révolution doit tendre et que le cinéma donne parfois sans que la révolution ait eu lieu ». C'est ce pur plaisir que donnent souvent des films aussi différents que « Les arpenteurs » **(voir en page 2 de ce numéro)** et « César et Rosalie », de Claude Sautet.

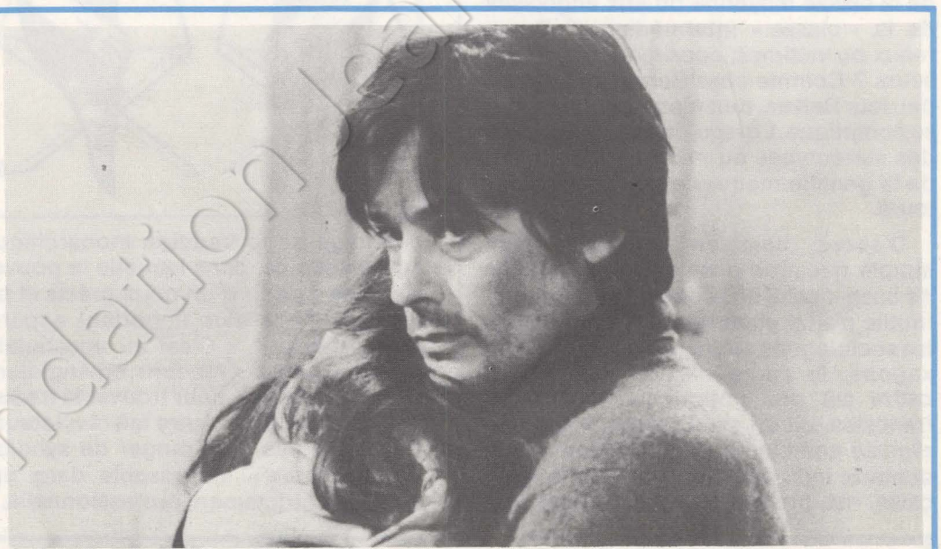
Au départ, un scénario aux limites du simplisme : une jeune divorcée aime un ferrailleur qui ne se nomme pas Max, mais César, et vit aux trois quarts avec lui. Survient, après cinq années d'absence, David, qui fut la passion de sa prime jeunesse. Passion qui renaît, alimentée par les maladresses de cet éléphant amoureux qu'est César. Rosalie quitte César, mais ce gagneur obstiné vient la reprendre. Et puisque David manque à la jeune femme, César obtiendra qu'il vienne avec eux vivre leurs vacances vendéennes. Solution que Rosalie n'acceptera qu'un moment, le temps que la rivalité entre César et son cadet tourne à l'amitié profonde. Et c'est une sorte de « couple » amical qui, pour dépasser un même malheur, se créera lorsque Rosalie les aura quittés — pour de bon ?

Leur réalité sociale

Tout le prix du film est dans la finesse avec laquelle, aidé pour le scénario par Jean-Loup Dabadie, Sautet a tissé ses fils sur ce canevas. Dans le poids qu'il a donné à la quotidienneté des « choses de la vie ». Dans la sensibilité avec quoi il a traité les rapports entre les êtres, entre Rosalie-Romy Schneider, doublement et différemment amoureuse ; David-Sami Frey, le velléitaire charmeur et secret ; César-Yves Montand, ce Méditerranéen quadragénaire, rieur et coléreux, apparemment invincible et pourtant lézardé de failles intérieures : la faille culturelle, la faille psychologique — « J'avais, dit Sautet, pensé pour le rôle à Vittorio Gassman, qui a refusé. J'ai rencontré Montand et j'ai été frappé par la vulnérabilité que l'âge lui a donnée ». Des êtres bien vivants qui ne sont pas seulement « des personnages », mais surtout des hommes et des femmes solidement amarrés dans leur réalité sociale. Le ferrailleur César surtout, ce self-made man « installé » et un peu fruste, qui croit longtemps que l'argent peut tout et que les mêmes méthodes valent en affaires et dans la vie.

Sautet, visiblement, a eu pour ses héros le coup de foudre, une « sympathie » au sens originel du terme. Cela manque un peu d'invention, de sens créateur ? Sans doute. Mais — pour pasticher un slogan commercial — quand on aime la vie, on aime ce cinéma-là. C'est bon, de temps à autre, un déjeuner de soleil. Et évoquer Renoir à propos de « César et Rosalie », ce n'est pas un mince compliment.

SERGE RICHARD



Alain Delon dans « Le professeur ».

Delon en large et en travers

Météore froid, brillant et dur, il traverse tout droit le décevant film de Melville, « Un flic ». Mais si Melville a choisi de faire de la série au point de se pasticher lui-même, il serait dommage qu'Alain Delon fasse, lui aussi, « du Delon » toujours recommencé dans ce style.

Faute probablement d'un minimum d'imagination des producteurs français, il lui faut bien se tourner vers l'étranger, qui fut seul à croire en Delon lorsqu'il purgeait, avec une autre grande actrice, Romy Schneider, la malédiction des « Christine » et autres « Sissi ». Avant de tourner avec Burt Lancaster le « Scorpio » — sur la C.i.a. — de Michael Winner, le réalisateur des « Collines de la violence » (voir « l'Unité » n° 27), **Delon a retrouvé le cinéma italien, plus riche et plus divers que jamais. Cela s'appelle « Le professeur ».**

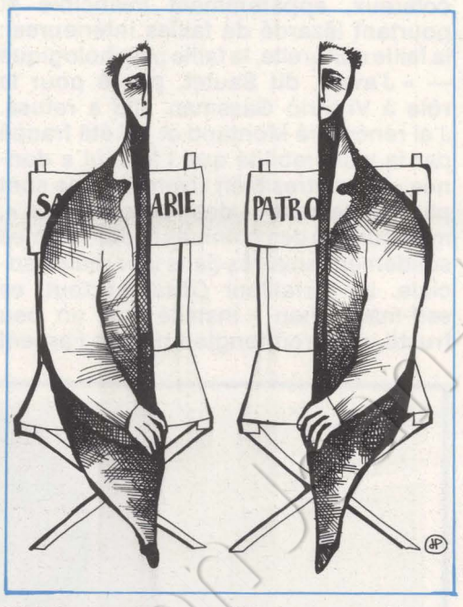
En entrant dans cette œuvre du réalisateur de « La fille à la valise », Valerio Zurlini, Delon s'est comme remodelé. Etouffé par l'ennui et les contraintes professionnelles ou sociales de la ville de province italienne — Rimini — où il a échoué, le professeur se raccroche à tout ce qu'il devine derrière la beauté fermée d'une de ses élèves, Vanina. Rien de plus simple et linéaire que l'histoire de cette passion qui va brûler entre ces deux « asociaux ». Et va les brûler au lieu, comme ils l'espéraient, de les faire re-naître. Mais Zurlini lui donne un ton merveilleusement juste, et surtout Delon est tout à coup habité d'une passion, d'une humanité qu'on ne lui connaissait plus. Cela vaut la peine de l'accompagner, mal rasé et frileusement crispé sous un manteau informe, dans le brouillard hivernal de Rimini.

S.R.

A quoi servent les cadres ?

Est-ce la coupe de son costume, la marque de sa voiture, le contenu de sa bibliothèque, emploi du temps de ses loisirs, sa qualification professionnelle, son compte en banque, son école, son syndicat, sa marque d'apéritif ou son magazine qui le caractérisent ? Ou bien tout cela à la fois ? Qu'est-ce qu'un cadre ? Qui sont ces hommes étranges qui, pour les uns, trahissent le prolétariat au profit du patronat et, pour les autres, trahissent le patronat au profit du prolétariat ? Succombent-ils aux charmes discrets de la classe moyenne ou aux angoisses de la « classe » intermédiaire ? Bourreaux ou victimes, opprimés ou oppresseurs ? Comme chez Sempé qui est un peu leur Balzac, rien n'est simple. Et tout se complique. Lorsqu'on avance au-delà des stéréotypes ou même, simplement, de la gentille moquerie de nos dessinateurs.

D'abord, combien sont-ils ? Cette simple question pose déjà le problème de base : celui de la définition du cadre. Inutile d'aller chercher du secours chez les sociologues étrangers : hors de l'hexagone, le cadre n'existe pas : « Le cadre est une notion spécifiquement française, dit un syndicaliste. Il n'existe rien de semblable dans les pays occidentaux industrialisés. La société française est profondément marquée par



l'héritage de la tradition monarchique, centralisatrice, dans laquelle le pouvoir s'exerce à partir d'un point précis et par l'intermédiaire d'un important appareil d'encadrement. » C'est au vocabulaire militaire qu'il faut recourir, en Angleterre ou en Allemagne, pour trouver la traduction du mot cadre. Autre fait révélateur : il n'existe pas à l'étranger de syndicalisme « cadre ». Inclassable dans une catégorie strictement professionnelle, le cadre n'est donc pas, apparamment, une simple courroie de transmission entre la décision et l'exécution. Il faut peut-être voir un peu plus large, pour tenter de découvrir que ce qu'on appelle aujourd'hui un cadre.

"Salarié différent"

« A la limite, dit un sociologue, on pourrait dire qu'ils se définissent par leur style de vie : ils ont une voiture, des problèmes d'éducation avec leurs enfants, ils ont abordé d'une manière ou d'une autre le problème de la propriété de leur logement, ils font partie de cette frange de la population qui va chercher dans une entreprise un statut, une fonction, mais pas un métier. »

On peut fouiller encore le portrait-robot : un organisme d'enquêtes, la Cofremca, l'a fait pour l'hebdomadaire économique « Les Informations ». Il en ressort que les cadres sont en général d'origine bourgeoise, qu'ils sont conscients de constituer un groupe social nettement différencié, distinct du patronat — bien que 40,4 % des cadres supérieurs s'y assimilent volontiers — distinct aussi des autres salariés (bien que 43,3 % s'en sentent proches) — et distinct enfin des possédants capitalistes — mais 18 % ont des portefeuilles de valeurs mobilières, voire une fortune

Le socialisme et les cadres

Dans une interview à la revue « Options » (n° d'octobre 1972) François Mitterrand rappelait ainsi la façon dont le Parti socialiste voit le rôle des cadres dans la société de demain :

« Quel cadre ne se sent pas en retard d'une technique, d'une information, dans la société industrielle dévoreuse de matière grise ? La crainte de voir ses responsabilités dévaluées dans un système farouchement concurrentiel, qui privilégie le savoir tout neuf au détriment de l'expérience sagement et humainement réadaptée chaque fois que cela est utile en fonction de l'évolution des techniques, peut conduire le cadre à donner son temps, puis son âme, aux puissances d'argent, contraint qu'il est de « jouer le jeu ».

A la limite, ne verra-t-on pas fleurir un jour des petites annonces du genre : « Cadre à vendre, parfaitement recyclé, garanti agressif six mois » ?

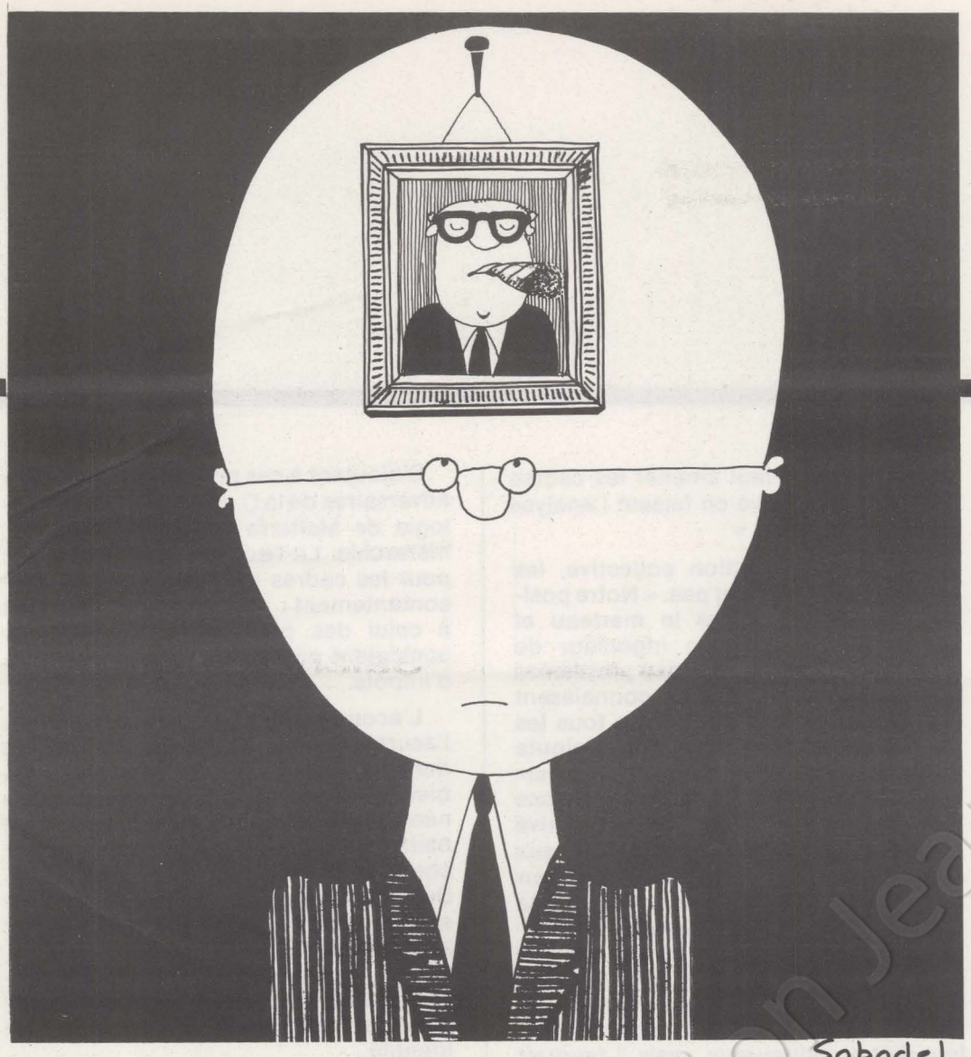
Aussi il n'est pas étonnant que, de plus en plus, avec la classe ouvrière mais en dehors d'elle, s'affirment les catégories socio-professionnelles disponibles pour hâter l'avènement de la société socialiste et prendre une part éminente à sa direction et à sa gestion.

Cela est particulièrement vrai pour le cadre, dont la prise de conscience ne découle pas de la privation des biens les plus nécessaires (rémunération, protection, logement, moyens de transport, loisirs), mais d'un sentiment de frustration dans son droit fondamental : celui de sa responsabilité, et donc de sa dignité.

Comme citoyens, à l'image de tous les Français, ils verront leur pouvoir politique s'étendre. Comme agents économiques, leur savoir, leurs responsabilités particulières, leur permettront de s'accomplir totalement. Leur besoin de créativité servira les intérêts communs. Leur dynamisme, leur conscience professionnelle seront mis au service d'un idéal de progrès et de justice.

Le patronat leur imposait de servir dans le cadre d'objectifs indiscutables à leur niveau : le pouvoir socialiste s'attachera à faire en sorte que leurs compétences soient valorisées en ce qui concerne la définition et l'étude des objectifs de la société nouvelle. La compétition féroce des groupes industriels sur le marché entraînait pour eux une servitude de tous les instants et la crainte du lendemain, la démocratie socialiste leur laissera le temps de vivre et de se perfectionner.

Entre l'expérience russe, fondée sur une collectivisation intégrale, et l'expérience suédoise, que caractérise une rigoureuse et judicieuse redistribution des revenus, se dessine l'expérience française. La France socialiste compte sur les cadres lorsqu'il s'agira de l'entreprendre. »



personnelle. Toujours d'après cette enquête, les cadres sont plutôt solitaires et individualistes, peu engagés politiquement, peu enclins à l'action syndicale, partisans de l'ordre et adversaires de la violence. « Bref, écrit Lucien Rioux dans « Clefs pour le syndicalisme », un cadre est un salarié qui se sent différent des autres. »

Ils sont un million selon la C.f.d.t., 2 millions et demi selon la C.g.c., « qui se sentent placés à un échelon intermédiaire, entre ceux qui décident souverainement et les simple exécutants, voués à des tâches répétitives et parcellaires », comme l'écrivait Max Rolland dans « Laisons sociales ».

Pourquoi cette différence de plus d'un million ? « Nous qualifions de cadre, explique-t-on à la Confédération générale des cadres (C.g.c.), toute personne ayant des responsabilités : cela va de l'agent de maîtrise au voyageur de commerce. » A la C.f.d.t., le seuil est défini par le cadre A de la Fonction publique, c'est-à-dire qu'on considère comme cadres les détenteurs d'un diplôme d'études supérieures ou d'un équivalent.

Découverte du syndicalisme

« Les cadres sont des travailleurs comme les autres, déclare Maurice Luneau, président de l'Union des cadres C.f.d.t. Ce sont d'abord des salariés et ils sont exploités au même titre que les autres. Il suffit de voir ce qui se passe lors des fusions d'entreprises : les cadres sont parfois plus durement frappés par les compressions de personnel que les autres catégories de travailleurs. Les cadres constituent un groupe de salariés ; cela ne justifie pas une confédération, ni même des unions confédérales ad vitam aeternam. Mais comme ils forment une minorité dans le monde du travail, il est normal qu'ils puissent se faire entendre. D'autre part, il faut que le type de syndicalisme que nous défendons puisse être entendu dans ce milieu. Voilà comment nous justifions l'existence de notre Union. Ceci dit, nous n'en faisons pas une structure définitive, bien au contraire : elle doit tendre à disparaître. »

Ce n'est pas l'avis de la C.g.t., où l'on pense que « les cadres ont besoin, même dans une organisation ouvrière, d'une structure à eux, comme l'explique René Le Guen, secrétaire général de l'Union générale des ingénieurs et cadres. Ce qui reste méconnu, c'est que les cadres ne sont pas moins syndicalisés que la moyenne des travailleurs. » En effet, la proportion de syndiqués chez les cadres — environ 20 % — est la même que dans les autres catégories sociales. Si, en apparence, la C.g.c. draine le plus grand nombre d'adhésions — 40 % des syndiqués sont à la C.g.c. — les organisations ouvrières, C.g.t., C.f.d.t. et F.o., rassemblent en fait 50 % des syndiqués. Ce qui, pour certains dirigeants de ces trois syndicats, est le principal : « Il n'y a pas de graves débats entre nous, dit l'un d'eux. Le débat est le plus souvent entre nous trois et la C.g.c. »

Il est vrai qu'à la C.g.c., on a une conception particulière du syndicalisme. « Nous considérons, explique André Malterre, président de cette organisation, que, contrairement à l'analyse marxiste, il n'y a pas simplement deux catégories qui s'opposent. Il n'y a pas simplement d'un côté le monde capitaliste et de l'autre côté le prolétariat. En réalité, il y a des catégories sociales diverses qui ont pris conscience de leur existence. Vous avez le patronat, la classe ouvrière, les artisans, les professions libérales, les agriculteurs et le personnel d'encadrement. Nous sommes opposés à cette notion, qui est du reste marxiste-léniniste, aux termes de laquelle on considère qu'une catégorie sociale — et il s'agit en l'occurrence, évidemment, de la classe ouvrière — a le droit d'estimer que ses intérêts coïncident avec l'intérêt général. Chaque catégorie sociale doit avoir le droit de défendre ses intérêts. Et c'est ce que nous faisons. Nous ne voulons passer ni par l'intermédiaire du patronat, ni par celui des organisations ouvrières. »

On se proclame volontiers apolitique à la C.g.c. Et quand on parle de changement, on sait jusqu'où on ne peut pas aller trop loin. « Le problème, écrit Corentin Calvez dans « le Creuset », la revue de la C.g.c., est de faire passer l'entreprise de la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle. » Comme on le voit, il n'est pas question d'attenter au pouvoir du monarque. C'est toute la différence entre la C.g.c., organisation élitiste plutôt que syndicat, et les autres organisations.

Les derniers avertis

« Notre syndicat s'occupe de tous ceux qui sont du même côté du contrat de travail, c'est-à-dire des salariés, déclare Robert Cottave, secrétaire général de la Fédération des ingénieurs et cadres Force ouvrière. Notre préoccupation est de faire que les cadres, qui sont préparés sur des modèles individuels (facultés, grandes écoles) dont toutes les revendications sont catégorielles, s'engagent dans un type d'action et de réflexion collectives. Quand ils se retrouvent au chômage, ils découvrent que les seuls organismes qui peuvent les aider, par exemple les Assedic, existent grâce aux organisations ouvrières. →

Ils découvrent la puissance et l'efficacité de l'action collective. »

« Mais, ajoute Cottave, nous n'avons pas réglé le plus important : on peut dire qu'un cadre sur deux, après un mois de chômage, fait une dépression. C'est un phénomène nouveau : la perte d'un travail correspond à la perte d'un statut. Cela a toujours existé, mais c'était jusqu'alors masqué par la capacité de patience de la classe ouvrière. Si le cadre habite un petit village, il va pointer au bureau de l'Assistance publique. Il devient fou dans une société qui le traite ainsi et retrouve un confort amer dans les syndicats. Il faut amener les cadres à l'action collective en faisant l'analyse de cette situation. »

Des thèmes d'action collective, les cadres n'en manquent pas. « Notre position de tampon entre le marteau et l'enclume, explique un ingénieur de chez Renault, nous vaut des problèmes que les autres salariés ne connaissent pas. Nous sommes confrontés tous les jours à cette question. A cela, s'ajoute le fait que nous sommes avertis les derniers des décisions, et nous ne pouvons les influencer. » « On en est arrivé à donner mauvaise conscience aux cadres, explique Jean Menin, ingénieur chez Kléber-Colombes et syndiqué à la C.g.c. Je gagne 4 500 F par mois et j'estime que je les mérite. Je ne dis pas que ceux qui gagnent 1 300 F sont assez payés. Mais ce n'est pas sur ma rémunération qu'il faut prendre. Les cadres sont loin d'être malheureux, mais il faudrait qu'on arrête de nous rabâcher que nous sommes les parasites de la société. Certes, il y a des cadres qui se conduisent plus mal que des patrons. Mais on ne peut juger tout le personnel d'encadrement sur ces cas-là. »

Chômage

« Aujourd'hui, les cadres sont un peu paumés, convient Luneau. La C.f.d.t. veut leur faire comprendre où ils en sont ; nous leur proposons des pistes de réflexion qui ne sont pas les leurs, nous leur disons : vous vous trompez en défendant le système libéral. »

De cela, les cadres sont de plus en plus conscients. Un problème particulièrement aigu, il est vrai, leur a ouvert les yeux : le chômage qui croît régulièrement, chaque année, depuis 10 ans. Aujourd'hui, 60 000 cadres environ sont à la recherche d'un emploi. On a avancé plusieurs explications. On a d'abord dit qu'à 50 ans un cadre ne suivait plus. Ensuite, on a expliqué le chômage par le fait que les cadres, en France, étaient souvent des autodidactes — puisqu'avant la création des Instituts universitaires de technologie, presque rien n'existait pour leur donner une formation technique supérieure. Hélas, ces explications tombent d'elles-mêmes devant les statistiques de l'Association pour l'emploi des cadres : un tiers des cadres chômeurs ont moins de 35 ans et un tiers est diplômé des grandes écoles et des universités.

S'ajoutent à ces problèmes ce que les adversaires de la C.g.c. appellent la « trilogie de Malterre » : fiscalité, retraite, hiérarchie. La fiscalité, notamment, est pour les cadres un grave sujet de mécontentement : en comparant leur sort à celui des professions libérales, ils constatent qu'ils paient beaucoup trop d'impôts.

L'accumulation de ces problèmes, l'accroissement du poids des cadres dans les entreprises, les secousses subies par la société depuis plusieurs années, les incertitudes politiques ont fait naître des questions. Les cadres se cherchent. Et ils cherchent aussi un chemin. Des chemins. « Rebutés par la violence et le verbalisme gauchiste, écœurés par l'affairisme de la classe au pouvoir », comme dit l'un d'eux, ils errent, d'association en club, d'incertitudes en incertitudes, en quête de leur rôle et de leur identité.

D'ailleurs, ils changent : « Les cadres sont de plus en plus curieux des problèmes politiques et de leurs solutions, affirme un ingénieur d'E.d.f. C'est un élément nouveau : les cadres cherchent des solutions et beaucoup, qui étaient favorables à « J.J.S.S. », sont déçus. C'est très récent. Je crois qu'une partie de plus en plus importante des cadres ira vers la gauche. » René Le Guen confirme cette évolution en précisant que le numéro de la revue « Options » consacré au programme commun P.c.-P.s. s'est vendu à 70 000 exemplaires, au lieu des 45 000 habituels.

« Les gens d'en face ont dû s'en rendre compte », dit un agent commercial de chez I.b.m. Le gouvernement ne s'est jamais autant intéressé aux cadres qu'en ce moment : quelques millions d'électeurs ne sont pas à négliger. Edgar Faure leur propose des commissions de concertation particulières, que seule la C.g.c. accepte ; les autres syndicats, eux, considèrent cette formule comme une tentative pour couper les cadres des ouvriers, et la refusent. Enfin, le patronat a nommé à sa tête un homme qui, avant les autres, a compris qu'il ne fallait pas trop mécontenter les cadres : François Ceyrac, qui, en 1969, avait envoyé à tous les chefs d'entreprise une note confidentielle soulignant la nécessité de gagner les cadres au patronat. « Les événements de mai-juin ont révélé la fragilité de nos structures sociales et souligné le rôle essentiel à cet égard que doivent



INTROUVABLE DEPUIS DES ANNEES !

L'Anthologie des Ecrits sur l'Art

DE

PAUL ELUARD

reparaît au Livre Club Diderot pour le XXe anniversaire de la mort du grand poète en une présentation entièrement nouvelle considérablement enrichie de nombreux inédits

Préface de Jean Marcenac
Hommages de Pablo Neruda et Rafaël Alberti

1 volume de 328 pages format 21 x 27
relié pleine toile - nombreuses illustrations
PLUS QU'UN LIVRE
Des siècles de pratique artistique

BON DE COMMANDE
à adresser au Livre Club Diderot
146, rue du Fg-Poissonnière - PARIS 10e

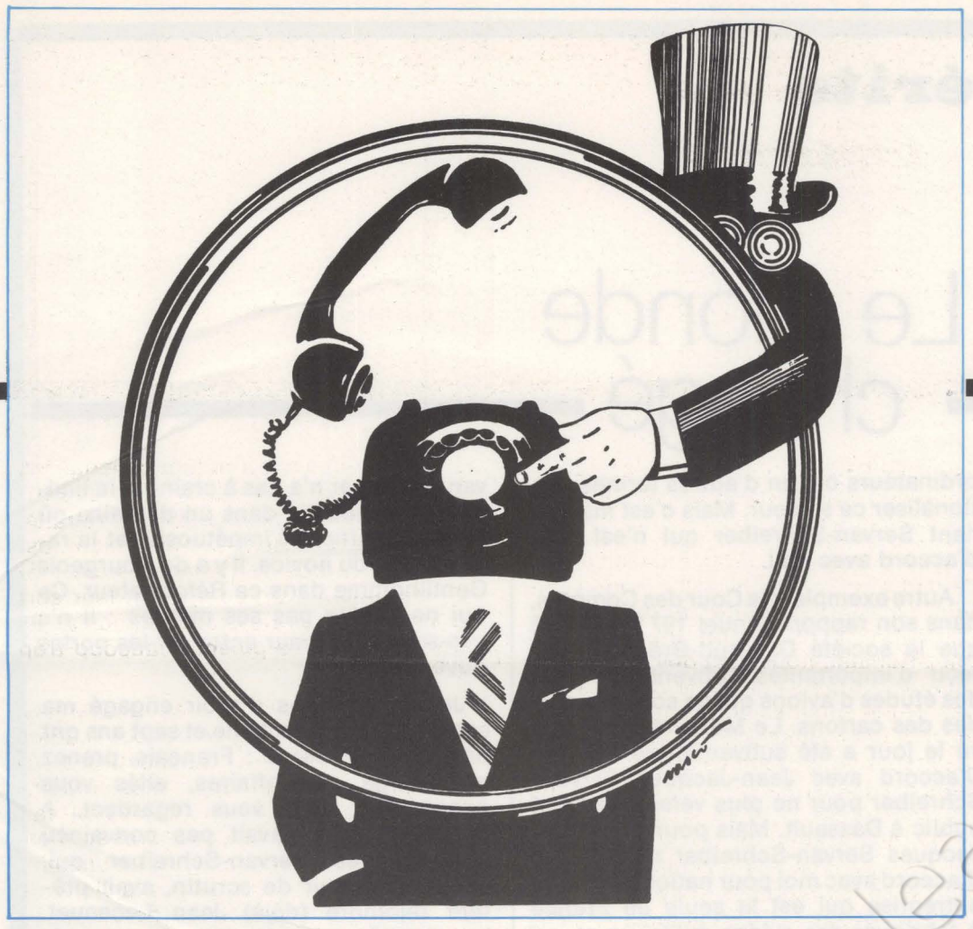
Nom.....
Prénom.....Profession.....
Adresse .....
.....

Je commande «l'Anthologie des Ecrits sur l'Art» de Paul Eluard au prix de 195 F. Livraison immédiate.

Je règle ☐ comptant 195 F ☐ en 5 mensualités de 44 F Signature

Ci-joint ☐ chèque bancaire ☐ virement C.C.P. 4629-39 Paris

OFFICE PUBLICITAIRE DE FRANCE



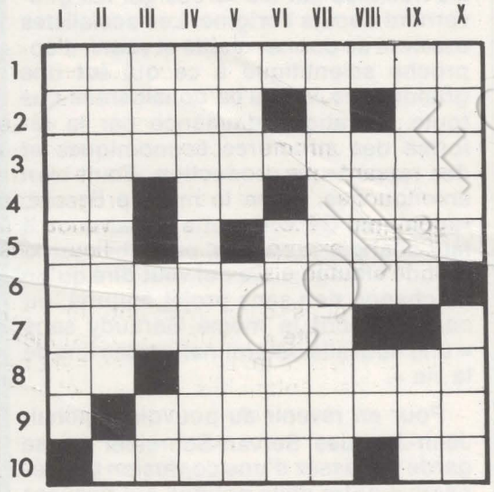
assumer les cadres dans l'entreprise », écrivait Ceyrac à l'époque.

Certains cadres, d'ailleurs, jouent pleinement ce rôle de soutien dans les entreprises. Ainsi, les cadres de la Manufacture vosgienne de meubles d'Humont-Mattaincourt, ont grandement aidé la direction à briser une grève, la semaine dernière : équipée de talkies-walkies, ils transmettaient à la direction les faits et gestes des grévistes pour qu'elle puisse faire échouer leurs projets. Méthode qui a porté ses fruits : les grévistes ont du reprendre le travail sans avoir rien obtenu. Un exemple isolé, mais qui montre que la tendance des cadres à aller vers la gauche, si elle existe, n'est pas générale.

Les promesses gouvernementales suffiront-elles pour attirer les voix des cadres ? Ils constituent une catégorie stratégique. Et ils le savent. Comme ils savent que leur irruption sur le devant de la scène politique pourrait avoir des conséquences décisives. Les rouages des mécanismes de décision n'ont pas de secret pour eux, qui sont habitués à les faire fonctionner. Et puis, eux seuls peut-être peuvent apporter au débat politique d'aujourd'hui une dimension qui en est trop souvent absente : les pesanteurs économiques.

MICHELE BACKMANN

Mots croisés



PROBLEME N° 38

HORIZONTALEMENT :

1. Qui n'est pas sans risque. — 2. S'il est bouché, il n'est pas idiot. En temps, mais pas en heure. — 3. Cousins de la truite. — 4. Préposition. En mars. Rivière de France. — 5. Devant un prénom. Ne réchauffent pas que le cœur. — 6. Absolument sans reproches. — 7. Elle ne manque pas d'estomac. — 8. Fin de participe. Gai participe. Pelage. — 9. Qui peut bénéficier. — 10. Calmes.

VERTICALEMENT :

1. Manifestation d'intérêt. — 2. Supériorité. — 3. Naît blanc. Roulent bien. Lettre grecque. — 4. Doivent avoir des problèmes au printemps. — 5. Bon dieu ! Se rapporte à un équidé. — 6. Paresseux. Dans un bureau d'études. — 7. Eparpilleras. — 8. Austère. Fleuve nordique. — 9. Bouts de bois. Oseille. — 10. Crochets. Bramer.

SOLUTION DU N° 37

HORIZONTALEMENT : 1. Vidangeuse. — 2. Inouïe. Rus. — 3. Odile. Anes. — 4. Ligneuse. — 5. Oeta. St. ER. — 6. NN. Ypérite. — 7. Iso. Eton. — 8. Glissent. — 9. Turin. Un. 8 10. Etêtera. Eu.

VERTICALEMENT : 1. Violoniste. — 2. Indiens (!). Ut. — 3. Doigt. Ogre. — 4. Aulnay. Lit. — 5. Niée. Peine. — 6. Gé. Usé. — 7. Astres. — 8. Urne. Ite. — 9. Sue. Etonné. — 10. Essorent.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris 9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris 10e) Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Serge Richard (rédacteur en chef) Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Raymond Cazes, Gisèle Charzat, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet ; André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE

Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures et Publicité : Michèle Pancaldi
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2 000.

Ma part de vérité

Le monde changé

Mardi 7 novembre

Si je lis bien Jean-Jacques Servan-Schreiber dans « le Monde » d'aujourd'hui, la Réforme se distingue des autres mouvements politiques par deux projets. L'un consiste à transférer 13 milliards de francs de l'Etat aux régions et à économiser 20 milliards de dépenses inutiles et de privilèges fiscaux pour les affecter à l'enseignement, l'équipement, la santé, ainsi qu'à la création d'un revenu minimum garanti. Sans impôts nouveaux, naturellement. L'autre prévoit l'institution du pouvoir régional que notre auteur appelle aussi le pouvoir des citoyens. Voilà tout. C'est un peu court, peut-être. Mais me voici réformateur.

Pour que « l'Express » ne publie pas ma photo en couverture de son prochain numéro à la suite de celle de Jean-Marcel Jeanneney (mais d'autres s'y préparent), je m'explique. On constatera, si l'on en doutait, que le député de Nancy et moi ne sommes pas réformateurs exactement de la même manière.

Par dépenses inutiles, Jean-Jacques Servan-Schreiber entend « subventions à l'industrie » et « excès militaires ». Ce sont ses expressions. Comme je suppose que, dans son esprit, « excès militaires » signifie force de frappe, pas d'hésitation possible, je souscris. Avec d'autant moins d'efforts que la renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique, pièce capitale de mes options en 1965 et du programme de la F.g.d.s., figure dans le programme commun de la gauche. J'éprouve par contre plus de réserve sur la suppression de toute subvention à l'industrie, proposition, à mon avis, un peu simplette.

La France a intérêt, par exemple, à soutenir l'industrie de l'ordinateur. D'accord avec Jean-Jacques Servan-Schreiber pour que l'Etat cesse de subventionner Thomson-Houston. Mais pas pour qu'I.b.m. et les autres trusts américains s'emparent d'un marché dont dépend pour une large part notre indépendance nationale. Ne reste qu'une solution : créer une société nationale des ordinateurs ou, en d'autres termes, nationaliser ce secteur. Mais c'est maintenant Servan-Schreiber qui n'est plus d'accord avec moi.

Autre exemple : la Cour des Comptes, dans son rapport annuel 1971, a relevé que la société Dassault-Bréguet avait reçu d'importantes subventions pour des études d'avions qui ne sont pas sorties des cartons. Le Mercure qui, lui, a vu le jour a été subventionné à 80 %. D'accord avec Jean-Jacques Servan-Schreiber pour ne plus verser d'argent public à Dassault. Mais pourquoi Jean-Jacques Servan-Schreiber n'est-il pas d'accord avec moi pour nationaliser une entreprise qui est la seule en France à fabriquer des avions militaires et qui en tire d'énormes profits ? Il me semble que le devoir du gouvernement est d'empêcher que les productions nécessaires à la vie et à la sécurité du pays demeurent sous la coupe d'un seul homme ou d'un seul groupe. On peut admettre le bien-fondé de subventions pour la construction d'avions de guerre s'ils sont indispensables à notre potentiel militaire, mais non qu'un homme d'Etat digne de ce nom tolère qu'au passage les intérêts privés ramassent l'argent des contribuables.

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Rendons-lui justice : ce n'est pas la première fois que Jean-Jacques Servan-Schreiber s'en prend aux privilèges fiscaux. Il a même cherché son inspiration chez quelques bons auteurs. Le programme de la F.g.d.s., notamment. Relisons ce document, qui date de 1966 : pages 35, 36 et 37, il ne manque aucune des mesures que l'on retrouve dans le « Manifeste radical » paru en 1970. Comment ne pas se sentir flatté ? Donc, encore une fois, d'accord avec lui, puisqu'il est d'accord avec moi. A ceci près que le programme de la F.g.d.s. allait plus loin que ne va le « Manifeste » et que le programme socialiste propose, sur ce plan, un ensemble de mesures infiniment plus cohérent. Quant à reporter les ressources ainsi libérées sur les besoins sociaux, économiques et culturels, quel socialiste s'y refuserait ? C'est l'abc de son credo. Jean-Jacques Servan Schreiber n'a pas à craindre la timidité de la gauche dans un domaine où lui-même affiche l'impétuosité et le ravissement du novice. Il y a du Bourgeois Gentilhomme dans ce Réformateur. Ce qui ne lui ôte pas ses mérites : il n'a pas son pareil pour enfoncer les portes ouvertes.

Je me souviens d'avoir engagé ma campagne présidentielle,et sept ans ont passé,sur le thème : Français, prenez en charge vos affaires, elles vous concernent, elles vous regardent. A l'époque, cela n'avait pas convaincu Jean-Jacques Servan-Schreiber qui, au premier tour de scrutin, avait préféré rejoindre (déjà) Jean Lecanuet. Le pouvoir aux citoyens, je ne vois pas de choix politique plus fort, plus enthousiasmant si l'on ne s'arrête pas en chemin. La responsabilité est la forme supérieure de la liberté.

Pouvoir aux citoyens dans la gestion publique, du village à l'Etat, pouvoir aux travailleurs dans l'entreprise (Servan-Schreiber n'en dit rien), pouvoir à tous les hommes sur les forces qui les gouvernent depuis l'origine. Les socialistes essaient de donner réalité et valeur d'approche scientifique à ce qui est une grande idée,lorsqu'ils considèrent que toute libération commence par la réforme des structures économiques et des rapports de production. Etant bien entendu que, selon le mot de Brecht, rappelé par Garaudy cette semaine : « Il faut changer le monde, puis changer le monde changé ». Ce qui veut dire qu'on ne change rien sans projet culturel, ou comme l'écrit le même Garaudy sans « une nouvelle détermination des fins de la vie ».

Pour en revenir au pouvoir régional, Jean-Jacques Servan-Schreiber ne se garde pas assez d'une confusion très répandue entre deux notions qui risquent à bref délai de se révéler antagonistes : la régionalisation et la décentralisation. Sujet à traiter bientôt.

Richard Nixon réélu, les difficultés de l'Europe commencent. La bataille pour les marchés commerciaux s'engage avec d'un côté la monnaie faible d'un Etat fort et de l'autre les monnaies fortes d'une communauté internationale faible et divisée. On se souviendra de ce 7 novembre.

Imprimerie • HEBDO T.C. • - 76 Yvetot.